



MDA Space Ltd.

Rapport de gestion

Pour les quatrièmes trimestres et les exercices clos les
31 décembre 2025 et 2024

Table des matières

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE	3
MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	4
APERÇU DE L'ENTREPRISE	6
APERÇU DU SECTEUR ET TENDANCES.....	7
SECTEURS D'ACTIVITÉ	8
ATOUTS CONCURRENTIELS	13
STRATÉGIES DE CROISSANCE	13
FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE COMPLET ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE.....	14
APERÇU FINANCIER.....	18
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	21
SITUATION FINANCIÈRE, SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	26
INSTRUMENTS FINANCIERS	28
ARRANGEMENTS HORS BILAN	30
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	30
PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS	31
RÉCENTES PRISES DE POSITION EN COMPTABILITÉ	32
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	33
CONTRÔLES ET PROCÉDURES	33
FACTEURS DE RISQUE.....	34
INFORMATIONS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	34
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	34
GLOSSAIRE.....	35

Rapport de gestion

Le rapport de gestion qui suit fournit de l'information que la direction juge pertinente pour l'évaluation et la compréhension de la situation financière consolidée de MDA Space Ltd. (la « Société », « nous », « MDA Space » ou « MDA ») au 31 décembre 2025 et ses résultats d'exploitation consolidés pour les quatrièmes trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Le rapport de gestion doit être lu à la lumière de la mise en garde concernant les informations prospectives ci-dessous, ainsi que des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 (les « états financiers de 2025 ») déposés sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR+ ») à l'adresse www.sedarplus.ca. Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens (\$ CA), sauf indication contraire, et tous les chiffres sont en millions de dollars, sauf indication contraire ou pour les montants ou les ratios par action. Les références au « T4 2025 » ou au « trimestre considéré » renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2025 et les mentions du « T4 2024 » ou du « trimestre considéré » renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2024. Le rapport de gestion est à jour au 3 mars 2026, à moins d'indication contraire.

MISE EN GARDE CONCERNANT L'INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion renferme de l'« information prospective », au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Cette information prospective renferme notamment de l'information relative aux objectifs et aux stratégies de la Société pour atteindre ces objectifs, de même que de l'information relative aux opinions, aux plans, aux attentes, aux prévisions, aux estimations, aux intentions et aux perceptions de la Société quant aux événements futurs. L'analyse portant sur l'information prospective se trouve, entre autres, sous les rubriques « Tendances du secteur », « Perspectives », « Stratégies de croissance » et « Aperçu financier » du présent rapport de gestion. Dans certains cas, cette information prospective peut être repérée par l'emploi de termes ou d'expressions tels que « prévisions », « cible », « but », « peut », « pourrait », « pourra », « s'attend à », « prévoit », « estime », « a l'intention de », « planifie », « indique », « tente », « croit », « prédit » ou « probable », ou par la forme négative de ces termes et de ces expressions ou par des termes ou des expressions de nature semblable qui nous permettent de repérer l'information prospective, ou encore par l'emploi de verbes conjugués au futur ou au conditionnel. De plus, toute déclaration qui se rapporte à des attentes, à des intentions, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances futurs renferme de l'information prospective. Les déclarations qui renferment de l'information prospective ne portent pas sur des faits antérieurs. La Société a fondé l'information prospective sur ses attentes et ses prévisions actuelles à l'égard d'événements futurs ainsi que sur les tendances financières qui, à son avis, sont susceptibles d'avoir une incidence sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation, sa stratégie d'affaires et ses besoins financiers.

Les énoncés qui renferment de l'information prospective sont fondés sur certaines hypothèses et certaines analyses que la Société a établies en fonction de l'expérience et de la perception des tendances antérieures, de la conjoncture et des événements futurs qu'elle prévoit ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge pertinents, et ces énoncés comportent des risques et des incertitudes. Ces hypothèses comprennent les énoncés sur notre capacité de préserver et d'élargir notre présence géographique; notre capacité d'exécuter nos stratégies de croissance; les hypothèses relatives au soutien gouvernemental et les taux des financements destinés aux programmes spatiaux et aux missions spatiales; la poursuite et l'accélération de la croissance de l'économie spatiale mondiale; l'incidence de la concurrence; notre capacité de maintenir en poste les membres de notre personnel clés; notre capacité d'obtenir du financement selon des modalités acceptables et de maintenir le financement en vigueur; les changements et les tendances dans notre secteur ou dans l'économie mondiale; les taux de change et les taux d'intérêt; de même que sur les modifications apportées aux lois, aux règles et aux règlements.

Bien que la Société estime que les hypothèses sous-jacentes à ces énoncés sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes et rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à l'information prospective. La question de savoir si les résultats, le rendement ou les réalisations réels seront conformes aux attentes et aux prévisions de la Société dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes, d'hypothèses et d'autres facteurs connus et inconnus. Pour un complément d'information sur certains de ces risques ou facteurs, il y a lieu de se reporter à ceux qui sont décrits dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités de 2025, ainsi qu'à ceux qui sont décrits et énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société, qui est disponible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

La Société estime que les investisseurs doivent savoir que les énoncés qui renferment de l'information prospective ne donnent aucune garantie de rendement futur et que ses résultats d'exploitation, sa situation financière et ses liquidités réels ainsi que l'évolution du secteur dans lequel elle exerce ses activités pourraient différer sensiblement de ce qui est prévu ou sous-entendu dans l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion. De plus, même si les résultats d'exploitation, la situation financière et les liquidités de la Société et l'évolution du secteur dans lequel elle exerce ses activités correspondaient à ce que prévoit l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion, ces résultats ou cette évolution pourraient ne pas être indicatifs des résultats ou de l'évolution du secteur dans l'avenir.

En raison de ces risques et de ces incertitudes, les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à l'information prospective. Toute information prospective qui est donnée dans le présent rapport de gestion n'est valide qu'à la date à laquelle elle a été formulée et la Société rejette toute obligation de mettre à jour l'information prospective ou d'annoncer publiquement les résultats de toute révision de cette information pour tenir compte de résultats ou d'événements futurs, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent. La comparaison des résultats des périodes en cours et antérieures n'est pas représentative des tendances futures ni indicative du rendement futur, sauf indication expresse à cet égard, et ces résultats ne doivent être considérés que comme des données antérieures.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le rapport de gestion renvoie à certaines mesures non conformes aux IFRS. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues aux termes des Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »), elles n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Elles sont plutôt présentées à titre de complément aux mesures conformes aux IFRS et visent à favoriser une meilleure compréhension de nos résultats d'exploitation du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne doivent pas être prises isolément ni être considérées comme un substitut pour l'analyse de notre information financière présentée conformément aux IFRS. Nous utilisons des mesures non conformes aux IFRS, y compris le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le résultat ajusté par action, les commandes passées, la dette nette et les flux de trésorerie disponibles, pour fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de notre performance opérationnelle et ainsi mettre en évidence les tendances de nos activités principales qui pourraient ne pas être apparentes autrement si nous nous fions uniquement aux mesures conformes aux IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties prenantes ont souvent recours à des mesures non conformes aux IFRS dans leur évaluation des émetteurs. Notre direction a également recours à ces mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets d'exploitation et prévisions annuels, ainsi que pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures complémentaires utilisées par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et nos investisseurs, pour évaluer la performance financière de nos activités sans égard aux méthodes de financement ou à la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction pour évaluer l'incidence des éventuelles occasions d'investissement ou de financement stratégiques. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté comme mesure pour déterminer la valeur des acquisitions, les occasions d'expansion et les cessions. En outre, le BAIIA ajusté est utilisé par les institutions financières pour mesurer la capacité d'emprunt.

Nous définissons le BAIIA comme le bénéfice net (la perte nette) avant : i) l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, ii) la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat et iii) les charges financières. Le BAIIA ajusté est calculé en ajoutant aux BAIIA et en en déduisant, le cas échéant, certaines charges, certains coûts, charges ou avantages engagés qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs de la performance de l'entreprise sous-jacente ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de nos activités, y compris i) les profits ou les pertes de change latents, ii) les profits ou pertes latents sur les instruments financiers, iii) les charges au titre de la rémunération fondée sur des actions et iv) d'autres éléments qui peuvent survenir de temps à autre. Nous avons ajusté le BAIIA ajusté pour faciliter la comparaison de notre performance opérationnelle de manière uniforme compte tenu des facteurs et des tendances ayant une incidence sur nos activités.

La marge du BAIIA ajusté est définie comme étant le BAIIA ajusté divisé par les produits. Nous utilisons la marge du BAIIA ajusté en pourcentage des produits pour faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de manière uniforme compte tenu des facteurs et des tendances ayant une incidence sur nos activités.

Pour obtenir un rapprochement du BAIIA ajusté avec la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS ».

Bénéfice net ajusté et résultat ajusté par action

Le bénéfice net ajusté et le résultat ajusté par action sont des mesures complémentaires utilisées par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers pour évaluer la performance financière de nos activités, en ajoutant au bénéfice net et en déduisant de celui-ci, selon le cas, certaines charges, certains coûts, certaines charges ou certains avantages engagés qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs de la performance de l'entreprise sous-jacente ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de nos activités, y compris i) les amortissements des immobilisations incorporelles liés aux regroupements d'entreprises, ii) les profits ou les pertes de change latents, iii) les profits ou pertes latents sur les instruments financiers, iv) les charges au titre de la rémunération fondée sur des actions et v) d'autres éléments qui peuvent survenir de temps à autre.

Pour un rapprochement du bénéfice net ajusté avec la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation ».

Le résultat ajusté par action correspond au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

Commandes passées

Les commandes passées correspondent à la somme en dollars des valeurs contractuelles de contrats fermes conclus avec des clients. Les commandes passées sont représentatives des produits futurs fermes; toutefois, elles ne constituent pas une garantie de bénéfice net futur et ne fournissent aucune information sur le moment où surviennent les produits futurs.

Dettes nettes

La dette nette correspond à la valeur comptable totale de la dette à long terme, y compris les parties courantes, présentée dans les états financiers audités de 2025, moins la trésorerie et excluant toute obligation locative. La dette nette est une mesure de la liquidité utilisée pour déterminer dans quelle mesure la Société peut payer ses obligations au titre de la dette si elles sont exigibles immédiatement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure complémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers pour surveiller la disponibilité de la trésorerie discrétionnaire générée et dont la Société dispose pour rembourser la dette, réaliser des investissements stratégiques et satisfaire à d'autres obligations de paiement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles comme étant les flux de trésorerie d'exploitation moins les dépenses d'investissement nettes.

APERÇU DE L'ENTREPRISE

Nous sommes un partenaire de mission de confiance pour les programmes spatiaux les plus avancés au monde, offrant une gamme de technologies et de services à double usage aux clients civils, commerciaux, de la défense et de la sécurité nationale. Notre vaste expertise en ingénierie, notre vaste portefeuille de capacités en matière de systèmes spatiaux et notre expérience de mission de bout en bout font de nous le partenaire de choix pour les clients des secteurs public et privé. Nous tirons parti de ces capacités pour mettre en place des communications spatiales de prochaine génération qui renforcent notre monde hyperconnecté, pour développer et exploiter l'infrastructure spatiale critique pour l'exploration, la recherche scientifique et l'entretien en orbite, et pour développer, exploiter et fournir des services d'analyse de données à partir de satellites d'observation de la Terre et d'observation de l'espace et d'infrastructures au sol. À une époque où les secteurs d'activité, les technologies, les gens et les endroits sont touchés chaque jour par la technologie spatiale, notre mission est de bâtir l'espace entre ce qui a été prouvé et ce qui est possible et de fournir à l'économie spatiale nos solutions fiables soumises à des essais en vol et propres à une utilisation humaine.

Nous avons trois secteurs d'activité : Systèmes satellitaires, Robotique et opérations spatiales et Renseignement géospatial. Notre portefeuille diversifié de solutions permet à nos clients de réussir leur mission. Nous nous distinguons par divers facteurs, notamment :

- notre longue tradition de missions réussies et d'innovation dans l'espace, qui s'étend sur plus de 55 ans et compte plus de 450 missions spatiales réussies;
- notre portée mondiale, avec des activités et une clientèle importante au Canada et aux États-Unis et une clientèle en expansion au Royaume-Uni et sur d'autres marchés;
- nos activités rentables, nos liquidités solides et notre gestion rigoureuse de la structure du capital qui nous permettent de saisir les occasions de croissance;
- l'étendue de nos relations clients, avec une clientèle diversifiée gouvernementale, civile, de la défense et commerciale;
- notre équipe expérimentée de plus de 4 000 collègues, soit des ingénieurs en astronautique, des scientifiques, des techniciens, des dirigeants d'entreprises et des chefs de file du secteur spatial expérimentés, dont environ 2 000 ingénieurs;
- notre vaste portefeuille de propriété intellectuelle et de technologies, y compris plus de 60 marques de commerce et plus de 700 brevets qui sous-tendent nos capacités de développement et nos produits, systèmes et services;
- l'investissement constant en recherche et développement (R et D) et en innovation, qui nous place parmi les 35 sociétés qui investissent le plus dans la recherche et le développement au Canada;
- certains des équipements de pointe et des installations les plus importants du secteur.

Dans le secteur Systèmes satellitaires, nous sommes partenaire ou entrepreneur principal dans le cadre de missions de communication spatiale de premier ordre en orbite terrestre basse (LEO), en orbite terrestre moyenne (MEO) et en orbite équatoriale géosynchrone (GEO), en plus de fournir une gamme de sous-systèmes et de systèmes de communication satellitaires pour les engins spatiaux qualifiés pour le vol spatial habité. Ces missions couvrent un nombre croissant d'applications, notamment l'accès à large bande, la communication par satellite directement à l'appareil et la connectivité Internet des objets (IdO) à l'échelle du spectre complet de fréquences de communication. Dans le secteur Robotique et opérations spatiales, nous travaillons en partenariat sur des missions d'infrastructure spatiale pour faciliter l'exploration et le développement de l'espace. Nous fournissons des solutions de robotique autonome et d'astromobile ainsi que des capteurs d'opérations de proximité utilisés pour effectuer des opérations en orbite et à la surface de la Lune et de Mars, de même que des services opérationnels pour planifier, appuyer et exécuter ces missions à distance. Dans le secteur Renseignement géospatial, nous élaborons, mettons sur pied et réalisons des missions d'observation de la Terre (OT) et de l'espace et fournissons des produits clés dans les domaines des données et des services de radar à synthèse d'ouverture (SAR) pour l'OT, des stations terrestres d'OT et des produits et services d'analyse multicapteurs basés sur la fusion. Toutes ces activités couvrent un large éventail de cas d'utilisation, y compris dans les domaines de la sécurité nationale, de la surveillance maritime et de la surveillance des changements climatiques.

Notre position établie en tant que partenaire de mission de confiance peut être attribuée à notre investissement dans notre personnel ainsi qu'à notre vaste gamme de technologies et de services couvrant le cycle de vie complet. Nous travaillons en collaboration avec nos clients durant les phases initiales de conception de produits et d'élaboration de programmes et fournissons des services tout au long de la vie d'une mission, y compris des services de conception, de fabrication, d'intégration, de réalisation de la mission et d'entretien continu, ce qui permet une relation privilégiée avec le client qui crée des occasions de générer des produits récurrents.

Notre position sur le marché nous permet de servir un large éventail de clients, y compris des gouvernements et des agences spatiales, des entreprises spatiales commerciales et des entrepreneurs principaux en défense et en aérospatiale qui œuvrent dans le secteur spatial. Notre longue expérience et nos résultats passés nous permettent de soutenir la concurrence dans le cadre de grands projets spatiaux à l'échelle mondiale et de continuer à accroître notre clientèle à l'extérieur du Canada. En tant que fournisseur indépendant de produits de technologie spatiale, nous sommes également en mesure de saisir un plus large éventail d'occasions auprès d'entrepreneurs principaux américains, ce qui, à notre avis, peut améliorer considérablement nos possibilités de générer des produits grâce aux programmes spatiaux du gouvernement américain.

APERÇU DU SECTEUR ET TENDANCES

Partout dans le monde, les gouvernements, les organismes de défense et les entreprises trouvent de nouvelles façons judicieuses d'utiliser les capacités de l'espace pour faire du monde un endroit plus sûr, plus sain et plus connecté. On s'attend à ce que les avantages tirés des solutions spatiales augmentent considérablement au cours des prochaines années, en raison de l'investissement continu du gouvernement et des entreprises dans les capacités croissantes rendues possibles par une économie spatiale en plein essor. L'économie spatiale a atteint 626 milliards de dollars américains¹ en 2025 et devrait dépasser 1 800 milliards de dollars américains d'ici 2035.² Cette croissance est stimulée par la convergence de plusieurs facteurs, notamment d'importants investissements des entreprises et des gouvernements, l'innovation dans le secteur privé et une transformation profonde du paysage économique et géopolitique mondial. Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté et dépendant des technologies axées sur les données, l'importance stratégique de l'espace s'accroît.

Les tendances clés qui ont une incidence sur le secteur spatial comprennent :

- les coûts plus faibles et les nouvelles technologies favorisent la commercialisation de l'espace;
- les activités spatiales permettent d'atteindre une connectivité mondiale;
- les activités spatiales sont essentielles à la défense et à la sécurité nationales;
- la robotique et l'infrastructure en orbite sont essentielles à l'expansion de l'économie de la Terre à la Lune et à l'avenir de l'espace;
- l'observation de la Terre est essentielle pour la durabilité mondiale et la productivité économique
- l'exploration spatiale devient interplanétaire.

¹ Source : *Global Space Economy Reaches \$626 Billion, Marking a New Phase of Growth*, Spacenews, 29 janvier 2026 (en anglais)

² Source : *World Economic Forum: The \$1.8 Trillion Opportunity for Global Economic Growth*, World Economic Forum, 8 avril 2024 (en anglais)

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Nous offrons des solutions et possédons des capacités pour répondre à la demande du marché mondial dans trois secteurs d'activité : Systèmes satellitaires, Robotique et opérations spatiales et Renseignement géospatial. Une brève description de chaque secteur d'activité est présentée ci-après.

SYSTÈMES SATELLITAIRES

Les communications par satellite ont transformé la façon dont les gens se connectent et communiquent sur Terre et ont continué d'évoluer et d'améliorer la connectivité mondiale partout sur la planète. Nous servons nos partenaires de mission commerciaux et gouvernementaux du monde entier en tant qu'entrepreneur principal et fournisseur de systèmes et sous-systèmes satellitaires pour les réseaux de communication en LEO, MEO et GEO. Grâce à l'acquisition de SatixFy et à la production interne de nos circuits intégrés à application spécifique (ASIC) de qualité spatiale, notre entreprise de satellites numériques commerciaux est hautement intégrée verticalement, jusqu'au niveau des puces de silicium, ce qui renforce notre avantage concurrentiel et consolide notre position de chef de file dans le secteur. Ces missions de communication couvrent un nombre croissant de cas d'utilisation, notamment l'Internet à large bande depuis l'espace, la communication par satellite directement à l'appareil et la connectivité IdO sur le spectre complet de fréquences de communication. Notre technologie a été intégrée à plus de 350 missions satellitaires, et nous prévoyons que ce nombre continuera d'augmenter.

Nous avons fourni des sous-systèmes satellitaires pour permettre la création de constellations de communication LEO militaires et commerciales de prochaine génération pour des utilisateurs finaux, y compris l'Agence américaine de développement spatial ainsi que O3b mPower, Iridium Next et OneWeb. Le segment des communications LEO de nouvelle génération du marché des satellites de communication stimule une croissance importante pour la Société. Pour soutenir cette clientèle utilisant un grand volume de satellites, nous avons continuellement adapté nos capacités de fabrication de satellites, qui comprennent maintenant des technologies robotisées de l'industrie 5.0 permettant de fabriquer des douzaines de systèmes et sous-systèmes satellitaires chaque mois.

Nous continuons d'améliorer le secteur Systèmes satellitaires et sommes en train de doubler notre capacité de fabrication pour répondre à la demande mondiale croissante par l'ajout de capacités de production à volume élevé permettant la production standardisée de satellites à grande échelle. À la fin de décembre 2025, la construction d'une extension de 185 000 pieds carrés à notre installation de production de satellites à Montréal, au Québec, était presque terminée. Une fois mise en service, l'installation sera l'une des plus grandes installations de fabrication à volume élevé de sa catégorie au monde. Cette nouvelle installation est également conçue pour être un bâtiment certifié LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) et sa chaîne de production commencera à augmenter la cadence de ses activités en 2026.

En 2025, nous avons repris les activités du Laboratoire David Florida à Ottawa, en Ontario, nous assurant ainsi que cette installation d'essai de classe mondiale demeure accessible au secteur et sous le contrôle souverain du Canada. L'installation abrite une infrastructure essentielle qui permet l'assemblage, l'intégration et l'essai de systèmes et de sous-systèmes de véhicules spatiaux et de satellites afin de garantir leur fonctionnement dans les conditions difficiles de l'espace. Nous avons également investi 10 millions de dollars dans Maritime Launch Services Inc. afin d'accélérer l'état de préparation de Spaceport Nova Scotia pour les opérations de lancement orbital et le développement d'une capacité de lancement canadienne souveraine fiable pour les clients commerciaux, civils, gouvernementaux et de la défense.

En plus de mettre à profit 50 ans d'accumulation de propriété intellectuelle dans la fabrication de matériel spatial, nos installations de fabrication de satellites de pointe intègrent également des chaînes de production automatisée et des robots, des robots collaboratifs et des assembleurs hautement qualifiés qui utilisent la réalité augmentée pour accélérer la production de masse. Notre environnement de fabrication de pointe contient également l'une des plus grandes zones de champ proche et l'une des plus grandes bases compactes d'essai de satellites au monde. En outre, cette installation comprend un large éventail d'infrastructures thermiques, environnementales, d'intermodulation passive (PIM) et d'essais de vibrations.

Notre transition continue vers un statut d'entrepreneur principal pour les projets de constellations de satellites LEO et MEO a été rendue possible grâce au développement de MDA AURORA^{MC}, notre nouvelle gamme de satellites numériques définis par logiciel à la fine pointe. Conçu pour répondre aux exigences techniques et commerciales en pleine évolution et hautement concurrentielles de l'industrie des satellites, la gamme entièrement intégrée MDA AURORA^{MC} offre aux exploitants une flexibilité et une fonctionnalité exceptionnelles. Ces satellites permettant la formation dynamique de faisceaux définis par logiciel offrent un nouveau niveau de performance et d'efficacité dans les réseaux spatiaux pour nos clients. Notre capacité satellitaire numérique intégrée complète comprend une gamme complète de produits numériques modulaires et de composants pour les solutions de communication spatiale, jumelée à une capacité de production avancée à volume élevé pour améliorer considérablement la performance de la constellation, tout en réduisant le coût de production et les délais de mise en marché.

Grâce à notre participation dans plusieurs grandes constellations de satellites et à nos investissements dans notre nouvelle installation de production de satellites à volume élevé à la fine pointe à Montréal, nous avons consolidé notre position de partenaire de mission de confiance pour les communications spatiales. Notre solide position sur le marché se reflète dans la série de contrats importants que nous avons obtenus récemment, notamment notre sélection en 2025 par Globalstar à titre d'entrepreneur principal pour la constellation de plus de 50 satellites LEO de nouvelle génération de l'exploitant de satellites, notre sélection en 2023 à titre d'entrepreneur principal pour la constellation de satellites LEO Telesat Lightspeed (198 satellites) de Télésat et notre sélection en 2022 à titre d'entrepreneur principal pour l'ajout de 17 satellites supplémentaires à la constellation LEO actuelle de Globalstar. En 2025, nous avons également signé une entente de partenariat avec le gouvernement du Canada et Telesat Corporation pour développer et fournir des capacités de communication militaire par satellite dans l'Arctique (MILSATCOM) dans le cadre du Projet de communications par satellite améliorées - Polaire (PCSA-P), l'un des principaux projets d'approvisionnement dirigés par la nouvelle Agence de l'investissement de la défense du Canada.

- **Programme clé - Expansion de la constellation LEO de Globalstar :** En 2022, Globalstar a annoncé que MDA Space avait été choisie comme entrepreneur principal pour les nouveaux satellites LEO de Globalstar. Globalstar est un fournisseur de services satellites pour mobiles, y compris de solutions IdO par satellite personnalisables pour les particuliers et les entreprises du monde entier. Le contrat de Globalstar avec MDA Space, évalué à 327 millions de dollars américains (environ 415 millions de dollars), comprend la conception, la fabrication, l'assemblage et la mise à l'essai de 17 satellites, et offre à Globalstar la possibilité d'acheter jusqu'à neuf satellites supplémentaires. Les satellites construits par MDA Space seront intégrés à la constellation actuelle de Globalstar. En 2022, Globalstar a révélé qu'Apple Inc. est le client principal de sa capacité de réseau satellitaire actuelle et future, qui prendra en charge les nouveaux services par satellite pour certains produits d'Apple.
- **Programme clé - Constellation Telesat Lightspeed :** En 2023, Télésat a annoncé que MDA Space avait été choisie comme entrepreneur principal pour le programme Telesat Lightspeed, la constellation de satellites LEO révolutionnaires de Telesat. D'une valeur d'environ 2,4 milliards de dollars, le contrat de MDA comprend la conception, la fabrication, l'assemblage et la mise à l'essai de 198 satellites, avec des options permettant à Télésat d'acheter jusqu'à 100 satellites supplémentaires. Les satellites Telesat Lightspeed seront construits, assemblés et mis à l'essai dans les installations de fabrication de satellites à volume élevé ultramodernes de MDA Space à Montréal et tireront parti des investissements stratégiques de MDA dans la nouvelle gamme de produits satellitaires numériques et la nouvelle capacité de fabrication de pointe offrant des avantages importants en matière de coûts et d'échéancier au programme.
- **Programme clé - Constellation LEO de nouvelle génération de Globalstar :** En 2025, le MDA Space a annoncé qu'elle avait été choisie par Globalstar pour être l'entrepreneur principal de la constellation LEO de nouvelle génération de l'exploitant de satellites, la valeur totale du contrat s'élevant à environ 1,1 milliard de dollars. Dans le cadre de ce contrat, MDA Space fabriquera plus de 50 satellites numériques définis par logiciel MDA AURORA^{MC} pour Globalstar. Le contrat fait suite à un contrat d'autorisation de procéder conclu avec Globalstar, qui avait été annoncé le 17 novembre 2023. Le contrat d'une valeur d'environ 750 millions de dollars a été ajouté au carnet de commandes de la Société au premier trimestre de l'exercice 2025. Ce montant s'ajoute à la valeur du contrat d'autorisation de procéder d'environ 350 millions de dollars qui avait été précédemment ajoutée au carnet de commandes, pour une valeur totale de 1,1 milliard de dollars en vertu du contrat. Les satellites construits par MDA Space offriront à Globalstar une capacité et une flexibilité accrues pour répondre aux besoins de ses clients. Le 1^{er} novembre 2024, Globalstar a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec son client, Apple Inc., visant la prestation de services élargis sur un nouveau réseau de services satellites pour mobiles, y compris une nouvelle constellation de satellites.

ROBOTIQUE ET OPÉRATIONS SPATIALES

Dans notre secteur Robotique et opérations spatiales, nous travaillons en partenariat avec des clients dans des missions d'infrastructure spatiale de pointe critiques. Nous facilitons l'exploration et le développement de l'espace en fournissant des systèmes et des services de robotique autonome utilisés pour exercer des activités dans l'espace et sur la surface de la Lune et de Mars. Nous sommes un chef de file mondial en robotique spatiale, ayant notamment collaboré dans le cadre de plus de 90 missions de navette spatiale, contribué à l'assemblage de la Station spatiale internationale (SSI), assuré la gestion des activités sur l'ensemble du cycle de vie de la SSI et envoyé notre technologie d'astromobile sur Mars. Les missions d'infrastructure spatiale sur lesquelles nous travaillons en partenariat couvrent de nombreuses applications spatiales, notamment les activités de la station spatiale, les services d'entretien, d'assemblage et de fabrication dans l'espace (EAFE) et les marchés émergents du tourisme spatial et de l'exploitation minière dans l'espace. Nos capacités différenciées comprennent les systèmes robotiques, les interfaces robotisées, l'outillage, les stations de contrôle au sol robotisées et les services de fonctionnement, les capteurs électro-optiques et les capteurs de télédétection et de télémétrie par ondes lumineuses (LiDAR), la vision et les systèmes de ciblage, le guidage, la navigation et les sous-systèmes de contrôle et sous-systèmes de locomotion de rovers pour l'exploration planétaire. Nos capteurs LiDAR sont essentiels pour les opérations de proximité qui soutiennent des éléments de mission tels que les activités de convergence, d'amarrage, d'inspection et d'atterrissage dans le cadre de missions en orbite et de missions planétaires, en plus des futures applications militaires de contrôle spatial.

Nous mettons aussi au point des solutions robotiques spatiales commerciales qui répondent aux besoins en évolution du nouveau marché de l'espace. Cela comprend MDA SKYMAKER^{MC}, une nouvelle gamme de robots spatiaux annoncée en 2024 qui a été conçue spécialement pour répondre aux divers besoins des missions les plus ambitieuses de nos clients. Dérivé de la technologie du Canadarm, MDA SKYMAKER^{MC} offre à nos clients des solutions fondées sur les solutions et services de robotique spatiale qui ont été le plus souvent soumises à des essais en vol au monde, en soutenant une gamme de missions, y compris les rovers et atterrisseurs lunaires, les stations spatiales, l'entretien des satellites sur toutes les orbites ou les activités d'EAFE. Nos produits et nos services soutiennent la logistique de livraison, l'entretien de satellites, le retrait de débris, la relocalisation d'actifs et l'entretien d'infrastructures. Grâce à des investissements ciblés en R et D, nous avons mis au point des systèmes intégrés de robotique spatiale, des technologies, des interfaces, des outils, des techniques opérationnelles et des algorithmes de contrôle qui font partie de solutions d'entretien en orbite à l'intention des entreprises commerciales du secteur spatial. Nous avons effectué plusieurs ventes commerciales de produits dérivés de la technologie du Canadarm3. Nous sommes également partenaire stratégique et détenteur d'une participation dans Starlab Space LLC, une coentreprise mondiale qui conçoit et construit la station spatiale commerciale Starlab et fournit la gamme complète de robotique externe, d'interfaces robotiques et d'opérations de mission robotiques MDA SKYMAKER^{MC} à la station.

La demande de robots spatiaux et de services d'appui aux missions est principalement stimulée par l'augmentation des activités en orbite basse, en orbite lunaire et en exploration de l'espace lointain, qui devraient toutes se développer avec l'introduction de nouvelles stations spatiales et de missions planétaires commerciales dans les années à venir. L'augmentation du nombre de satellites et d'autres engins spatiaux favorise la demande à l'égard de solutions émergentes en matière d'entretien (p. ex., la mise à niveau et la réparation, la relocalisation et le ravitaillement de satellites en orbite) et de fabrication en orbite. Notre long historique en robotique spatiale comprend le développement du Canadarm pour le programme de la navette spatiale de la NASA et du Canadarm2, qui est actuellement en service à bord de la SSI.

Nous continuons de travailler au programme Canadarm3, notre Canadarm de troisième génération qui fournira des robots autonomes et sans équipage pour le programme Gateway de la NASA, l'avant-poste en orbite lunaire du programme Artemis. Les projets en cours, y compris le Canadarm3, élargissent la portée de nos partenariats de mission pour y inclure maintenant les opérations de mission en orbite. Nous avons emménagé dans notre nouveau siège social et dans notre Centre d'excellence en robotique spatiale en mars 2024. Notre investissement dans ces nouvelles installations et la construction de celles-ci comprennent la création de plusieurs centres de contrôle de mission qui nous permettront de fournir des opérations de mission en orbite à nos clients dans l'avenir.

Nous avons développé la technologie pour de multiples missions sur Mars, y compris l'Atterrisseur Phoenix, l'Astromobile Curiosity et l'Astromobile ExoMars, nos capteurs ayant commencé à fonctionner sur Mars en 2008. Nous avons aussi construit l'instrument LIDAR pour la mission OSIRIS-Rex qui a réalisé le premier scan 3D depuis un engin spatial en orbite.

- **Programme clé - Canadarm3** : Le Canadarm3, la technologie robotique de troisième génération élaborée par MDA Space, sera conçu et construit sur plusieurs années et devrait générer environ 1,8 milliard de dollars en produits totaux potentiels pour la Société, y compris 15 années de produits tirés de services d'entretien et de soutien continus. MDA a obtenu le contrat de la phase B (269 millions de dollars) en mars 2022 pour réaliser la conception préliminaire du bras robotisé Canadarm3 et a obtenu le contrat de phase C/D (1 milliard de dollars) en juin 2024 pour finaliser la conception et réaliser la construction, l'assemblage de système, l'intégration et les essais. Ce système robotique avancé fondé sur l'IA sera hautement autonome, ce qui permettra aux éléments robotiques d'effectuer des opérations et de prendre des décisions pendant les longues périodes où il n'y a aucun contact avec le centre des opérations de contrôle au sol situé au Canada. Nous prévoyons également commercialiser les capacités de notre bras robotique Canadarm3 pour des applications au sein des marchés croissants de l'entretien en orbite et de la fabrication et de l'assemblage dans l'espace.
- **Programme clé - Soutenir les opérations de robotique à la Station spatiale internationale (SSI)** : En 2024, MDA Space a obtenu une prolongation de contrat de 250 millions de dollars auprès de l'Agence spatiale canadienne (ASC) pour continuer à soutenir les opérations robotiques à la SSI de 2025 à 2030. Dans le cadre du contrat, MDA Space assumera désormais les fonctions de contrôleur de vol robotique pour soutenir les opérations de la mission à bord de la SSI. Depuis 2001, MDA Space collabore avec l'ASC et ses partenaires internationaux pour assurer la mise sur pied opérationnelle du système d'entretien mobile, qui comprend le Canadarm2, Dextre et la base mobile. MDA Space offre également de la formation aux opérateurs de robots et du soutien à la planification de la mission, du soutien technique et des opérations en temps réel.

RENSEIGNEMENT GÉOSPATIAL

En tant que partenaire de mission de renseignement géospatial, nous sommes propriétaire, exploitant et entrepreneur principal dans le cadre de missions d'observation de la Terre et d'observation de l'espace, en plus de fournir des technologies et des produits clés. Nous utilisons l'imagerie et les données générées par satellite pour fournir des conseils judicieux et essentiels sur un grand éventail d'utilisations finales, notamment dans les domaines de la sécurité nationale, de la surveillance des changements climatiques et de la surveillance maritime.

Notre secteur Renseignement géospatial est un chef de file des missions d'OT par satellite SAR, que nous possédons et exploitons nous-mêmes, et que nous livrons aux clients et exploitons pour eux. Nous avons conçu et construit trois générations de satellites SAR (RADARSAT-1, RADARSAT-2 et la mission de la Constellation RADARSAT (MCR)). Dans le cadre de l'initiative RADARSAT+, en 2025, l'ASC nous a attribué un contrat initial pour appuyer le développement du satellite supplémentaire de la MCR, le gouvernement du Canada ayant annoncé son intention de passer un contrat avec MDA Space pour la construction, la mise à l'essai et le lancement de ce satellite supplémentaire.

Nous nous spécialisons également dans des satellites d'observation spatiale comme le satellite de la mission Sapphire, que nous avons conçu et livrée au ministère de la Défense nationale du Canada. À la suite de la livraison de satellites dans le cadre de missions d'observation aux clients, nous sommes régulièrement chargés d'exécuter ces missions pour les clients. Nous exploitons actuellement la plupart des satellites d'observation de la Terre et d'observation spatiale du gouvernement canadien.

Une gamme de produits clés d'OT est notre gamme complète de stations terrestres multisatellites qui reçoivent, traitent, distribuent, archivent et exploitent l'imagerie provenant de RADARSAT-2, notre propre satellite commercial d'OT, ainsi que d'autres satellites. Nous avons installé plus de 70 stations terrestres réceptrices dans plus de 25 pays, lesquelles traitent des données provenant de plus de 20 satellites.

Nos activités d'OT comprennent la collecte, le traitement et la distribution de données d'imagerie de la Terre provenant de l'espace. En tant qu'exploitant et propriétaire des activités de distribution à l'échelle mondiale des données commerciales provenant du satellite RADARSAT-2, nous sommes l'un des plus importants fournisseurs d'information radar au monde. Nos vastes archives de données comprennent des données d'imagerie portant sur environ 110 milliards de kilomètres carrés de surface terrestre et plus d'un million d'images de la Terre. Nous distribuons également des données d'imagerie optique haute résolution, de système d'identification automatique par satellite (AIS) et de radiofréquence (RF) provenant de nombreuses autres missions de tiers. Nos produits d'information fondés sur l'analyse de données fusionnent régulièrement les données tirées de ces différents types de capteurs dans les informations dont nos clients ont besoin. Par conséquent, nos solutions d'imagerie fournissent à nos clients des renseignements précis sur notre planète en évolution et des informations essentielles à la mission en temps opportun, et elles servent à une grande variété d'utilisations et de secteurs.

Le marché le plus important pour nos données et nos services d'OT à l'heure actuelle est celui de la surveillance du domaine maritime, où les gouvernements et les organisations commerciales comptent sur nous pour obtenir des données en temps réel. Les données permettent le suivi de l'activité maritime, la visualisation de profils de crimes maritimes, le repérage et la surveillance de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, le suivi des plaques de glace, des berges et des vents marins, la détection de déversements pétroliers éventuels et la surveillance de bâtiments. Nous sommes un fournisseur de ces données et services essentiels à la mission depuis plus de 25 ans et jouons un rôle important dans les stratégies de surveillance de nos clients. Nous avons également mis au point la plateforme d'analyse de Maritimes insights qui fournit aux utilisateurs un logiciel de surveillance des zones maritimes d'intérêt grâce à la fusion et à l'affichage des entrées de capteurs multiples.

Nous fournissons également un certain nombre de solutions de défense C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance), y compris des systèmes de commandement et de contrôle et des solutions de surveillance aérienne. Nous sommes le fournisseur de solutions initial de bon nombre de ces systèmes. Notre offre comprend des solutions avancées d'information de navigation aéronautique qui augmentent la sécurité et l'efficacité des atterrissages et des décollages d'avions. Nous exploitons également un service de surveillance par véhicule aérien non habité de longue autonomie (« UAV ») qui fournit des renseignements issus de multiples capteurs en temps réel pour soutenir les opérations critiques de l'Aviation royale canadienne en tant que partenaire de General Atomics dans le cadre de la livraison de systèmes d'aéronefs télépilotes commandés par les Forces armées canadiennes. De plus, nous sommes l'entrepreneur principal de la Marine royale canadienne pour l'amélioration des opérations maritimes dans le cadre du projet de systèmes d'aéronefs sans pilote pour le renseignement, la surveillance, l'acquisition d'objectifs et la reconnaissance (ISTAR UAS), ainsi qu'un contributeur important au programme des destroyers de classe fleuves et rivières. Bien que ces services et ces offres de défense aient toujours été exploités dans le cadre de notre secteur Renseignement géospatial, nous avons annoncé en février 2026 que nous avons lancé 49North, une entreprise de défense axée sur le Canada qui vise à fournir des capacités C4ISR multidomaines sécurisées et essentielles à la mission pour les priorités de défense nationale du Canada à l'extérieur du domaine spatial.

- **Initiative clé de développement - MDA CHORUS^{MC}** : Nous sommes en train de mettre au point MDA CHORUS^{MC}, notre constellation de satellites multicapteurs collaboratifs de nouvelle génération qui maintiendra la continuité des données pour RADARSAT-2 et qui devrait élargir notre offre de solutions SAR. MDA CHORUS^{MC} nous permettra de réunir les données provenant de capteurs multiples et de mettre à profit l'apprentissage machine afin de gérer de plus grands volumes de données et de fournir des services d'analyse améliorés. MDA CHORUS^{MC} devrait fonctionner en orbite basse inclinée et fournira des images radar fréquentes jour et nuit et dans toutes les conditions météorologiques sur les zones qui intéressent le plus nos clients. La mission devrait comprendre des innovations importantes qui se traduiront par un meilleur accès, une meilleure révision, une couverture plus large, un bruit moindre, une compression moindre des données, des débits de données plus rapides, une haute résolution et des capacités permettant de surveiller une zone d'intérêt et de zoomer sur des objets d'intérêt. La constellation MDA CHORUS^{MC} comprendra un satellite SAR puissant en bande C qui fournira une couverture étendue de concert avec un plus petit satellite SAR en bande X pour une collecte de données de résolution plus élevée et des signalisations réciproques d'objectifs en temps quasi réel. MDA CHORUS^{MC} nous permettra également d'offrir aux clients une solution de station au sol basée sur l'infonuagique en tant qu'offre de nouvelle génération. Les dépenses d'investissement dans MDA CHORUS^{MC} ont pratiquement toutes été effectuées.

ATOUTS CONCURRENTIELS

Bien que les marchés que nous desservons soient concurrentiels, nous croyons que nous sommes bien placés pour fournir des solutions différenciées aux clients, grâce aux avantages concurrentiels suivants :

- partenaire de mission de confiance ayant des antécédents en matière d'exécution;
- expertise et ressources technologiques spécifiques adaptées à la nouvelle économie spatiale ;
- agilité et capacités d'échelle qui nous permettent de servir des clients de tous les niveaux de taille et d'expérience;
- équipe chevronnée ayant adopté une culture gagnante
- stratégie de mise en marché entrepreneuriale.

STRATÉGIES DE CROISSANCE

Compte tenu de la diversité des marchés de l'espace dans lesquels nous nous sommes établis en tant que chef de file, nous mettons actuellement en œuvre des stratégies précises qui nous permettront de tirer parti des multiples vagues de la croissance du marché spatial en expansion. Les principaux piliers de notre stratégie sont les suivants :

- investir dans la technologie spatiale et les services de prochaine génération;
- étendre notre présence dans des régions et des marchés attrayants;
- accroître et étendre nos activités, nos compétences et nos talents;
- mettre à profit des fusions et des acquisitions stratégiques pour soutenir la croissance interne;
- être le chef de file du Canada dans les domaines de la défense nationale et de l'espace et un fournisseur de confiance auprès de partenaires et d'alliés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE COMPLET ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2025 COMPLET

Faits saillants financiers

- Le carnet de commandes de 4,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025 donne un aperçu des produits pour 2026 et se compare à celui de 4,4 milliards de dollars au 31 décembre 2024 en raison de l'exécution vigoureuse de la conversion du carnet de commandes en produits.
- Les produits annuels records de 1 633,2 millions de dollars ont augmenté de 51,2 % d'un exercice à l'autre, se situant à l'extrémité supérieure de la fourchette des prévisions de produits pour l'exercice complet de la Société allant de 1 570 à 1 630 millions de dollars. L'augmentation d'un exercice à l'autre est principalement attribuable à notre secteur Systèmes satellitaires.
- Le BAIIA ajusté annuel record de 323,9 millions de dollars a augmenté de 49,2 % d'un exercice à l'autre en raison de l'accroissement des volumes de travaux exécutés. La marge du BAIIA ajusté de 19,8 % en 2025 était conforme aux prévisions de la Société relatives à la marge d'exercice complet de 19 % à 20 %, par rapport à 20,1 % en 2024.
- Le bénéfice net annuel de 108,5 millions de dollars a augmenté de 36,6 % d'un exercice à l'autre en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation. Le résultat dilué par action de 0,84 \$ en 2025 a augmenté de 33,3 % par rapport à 2024.
- Le bénéfice net ajusté annuel de 189,9 millions de dollars a augmenté de 70,9 % d'un exercice à l'autre en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation. Le résultat ajusté dilué par action de 1,46 \$ en 2025 a augmenté de 65,9 % d'un exercice à l'autre.
- Les flux de trésorerie d'exploitation se sont établis à 407,5 millions de dollars en 2025, comparativement à 812,7 millions de dollars à l'exercice précédent. La diminution d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie d'exploitation est principalement attribuable à la baisse des apports du fonds de roulement.
- Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 165,3 millions de dollars en 2025, comparativement à 614,8 millions de dollars en 2024. La diminution d'un exercice à l'autre s'explique par la réduction des flux de trésorerie d'exploitation découlant de la baisse des apports du fonds de roulement susmentionnée et de la hausse des dépenses d'investissement.
- Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établissait à 0,4 fois à la clôture de l'exercice, comparativement à (0,8) fois au 31 décembre 2024, la Société ayant conclu l'acquisition de SatixFy Communications Ltd.

Faits saillants opérationnels

Secteur Systèmes satellitaires

- Nous avons obtenu un contrat d'environ 1,1 milliard de dollars auprès de Globalstar pour être l'entrepreneur principal de la constellation LEO de nouvelle génération de l'exploitant de satellites. Le contrat comprend la fabrication de plus de 50 satellites numériques définis par logiciel MDA AURORA^{MC} pour la constellation. Ce contrat fait suite à un contrat d'autorisation de procéder conclu en novembre 2023 visant le commencement immédiat des activités d'ingénierie et de programmation, y compris l'achat d'articles à longs délais de livraison pour cette constellation Globalstar.
- Nous avons fait l'acquisition de SatixFy Communications Ltd., un chef de file des solutions de communication par satellites de nouvelle génération fondées sur des puces conçues en interne. Les activités et l'ensemble du portefeuille technologique de SatixFy ont été intégrés à notre Secteur Systèmes satellitaires, ce qui améliore encore davantage l'offre de services par satellite de bout en bout de la Société.
- Nous avons été sélectionnés comme entrepreneur principal de SkyPhi, une mission qui permettra des communications par satellite régénératives 5G directes aux appareils (D2D) à partir de l'orbite terrestre basse (LEO). La mission est financée par l'Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale du Royaume-Uni et fait partie du programme ARTES (Advanced Research in Telecommunications Systems).

- Nous avons été sélectionnés par EchoStar comme entrepreneur principal de la constellation de satellites de communication directe aux appareils (D2D) LEO d'EchoStar. Le contrat initial, évalué à environ 1,3 milliard de dollars américains, comprenait la conception, la fabrication et la mise à l'essai de plus de 100 satellites MDA AURORA^{MC} de communication directe aux appareils. En septembre 2025, la Société a reçu un avis de résiliation pour des raisons de commodité de la part d'EchoStar Corporation relativement au contrat de constellation annoncé le 1^{er} août 2025. La résiliation du contrat est le résultat d'un changement soudain dans la stratégie commerciale et le plan d'EchoStar à la suite des discussions sur l'attribution du spectre avec la Federal Communications Commission dans les États-Unis. Le processus de résiliation du contrat avec EchoStar est maintenant terminé et la Société a reçu le paiement de tous les montants de résiliation qu'elle était en droit de recevoir aux termes du contrat initial.
- Nous avons déterminé que les dates de livraison prévues pour les satellites en vertu de l'entente d'approvisionnement en satellites conclue avec Globalstar en février 2022 pour la livraison de 17 satellites afin de remplacer le système sous licence américaine HIBLEO-4 de Globalstar seront postérieures aux dates initialement prévues dans l'entente d'approvisionnement en satellites. Ce retard est le résultat d'un certain nombre de facteurs, y compris des retards dans la chaîne d'approvisionnement de la Société liés à certains fournisseurs clés, mais les travaux relatifs à ce programme sont bien avancés. Comme nous l'avons indiqué au troisième trimestre, aux termes de l'entente d'approvisionnement en satellites, Globalstar a le droit de réclamer des dommages-intérêts en raison de ce retard de livraison. La Société a également le droit de réclamer des dommages-intérêts à ses fournisseurs qui ont contribué à ces retards. La Société poursuit ses discussions avec Globalstar au sujet de l'imposition éventuelle de dommages-intérêts.
- Nous avons signé une entente de partenariat stratégique avec le gouvernement du Canada et Telesat Corporation afin de développer et de fournir des capacités de communication militaire par satellite (MILSATCOM) dans le cadre du Projet de communications par satellite améliorées - Polaire (PCSA-P). Le projet appuiera la défense et la sécurité du Canada et de l'Amérique du Nord grâce à une capacité accrue de mener des opérations de préservation de la souveraineté dans l'Arctique.

Secteur Robotique et opérations spatiales

- Nous avons été choisis par l'Agence spatiale canadienne pour mener une étude préliminaire sur le projet de véhicule utilitaire lunaire (VUL) du Canada. Une équipe dirigée par MDA Space et réunissant les meilleurs experts canadiens a été formée, ce qui constitue une première étape essentielle en vue de la définition du concept de mission LUV et du plan de développement technologique pour fournir des solutions de mobilité autonomes et évolutives sur la surface de la Lune afin de mener des opérations dans des environnements lunaires difficiles.

Secteur Renseignement géospatial

- Nous avons obtenu des contrats de 60 millions de dollars pour la livraison et l'intégration de deux systèmes de capteurs critiques dans le cadre de la prochaine phase du programme des destroyers de classe fleuves et rivières de la Marine royale canadienne. Les contrats visent la livraison et l'intégration de systèmes de capteurs pour les trois premiers navires qui améliorent la connaissance de la situation et protègent les navires contre les menaces guidées par laser ou par système optique.
- Nous avons obtenu une prolongation de contrat du ministère des Pêches et des Océans du Canada (MPO) pour assurer la connaissance et la sécurité maritime en continu à partir de l'espace. Dans le cadre du renouvellement du contrat, le MPO a également modifié son contrat avec MDA Space afin de permettre l'utilisation future des données et des services de MDA CHORUS^{MC}, la constellation d'OT de prochaine génération de la Société.
- Nous avons obtenu deux contrats pour équiper les navires de la classe Halifax de la Marine royale canadienne (MRC) d'un maximum de six nouveaux systèmes d'aéronefs sans pilote. Ces nouveaux systèmes, qui s'inscrivent dans le cadre du projet de systèmes d'aéronefs sans pilote pour le renseignement, la surveillance, l'acquisition d'objectifs et la reconnaissance (ISTAR UAS), amélioreront la capacité de la MRC à détecter et à surveiller les menaces maritimes potentielles, tant au pays qu'à l'étranger.

- Nous avons été sélectionnés pour fournir des services améliorés de données sur la connaissance de la situation spatiale au ministère de la Défense nationale du Canada. L'offre à commandes, en partenariat avec le groupe canadien ThothX, souligne l'importance croissante de la connaissance du domaine spatial pour protéger les actifs spatiaux essentiels du Canada dans un environnement orbital en évolution et de plus en plus encombré.
- Nous avons continué de faire progresser la fabrication des satellites de la constellation MDA CHORUS^{MC}, en poursuivant notamment les activités d'intégration et d'essai électrique des engins spatiaux et de caractérisation des panneaux d'antenne de radar à synthèse d'ouverture. Du côté du secteur au sol, la Société continue de suivre les plans de mise en valeur et de mise en production. Les travaux de construction se poursuivent pour un nouveau centre de contrôle de mission à partir duquel MDA CHORUS^{MC} sera exploitée. Bien que la Société soit globalement satisfaite du rendement de sa chaîne d'approvisionnement, nous avons subi des retards liés à certaines unités, ce qui a une incidence sur l'échéancier du programme. Comme nous l'avons indiqué au troisième trimestre, en raison de ces retards et afin d'accorder plus de temps pour les essais, MDA Space prévoit maintenant que le lancement des satellites de MDA CHORUS^{MC} aura lieu à la fin de 2026.
- Nous avons obtenu un contrat d'une valeur de 44,7 millions de dollars auprès de Services publics et Approvisionnement Canada, au nom de l'Agence spatiale canadienne, pour l'acquisition de pièces à longs délais de livraison à l'appui du développement d'un satellite supplémentaire de la mission de la Constellation RADARSAT (MCR). Le gouvernement du Canada a également annoncé son intention d'attribuer un contrat à MDA Space pour la construction, la mise à l'essai et le lancement de ce satellite supplémentaire pour MCR. Ces contrats s'inscrivent dans le cadre de l'initiative RADARSAT+ du gouvernement, qui est dotée d'une enveloppe de 1,012 milliard de dollars et représente un investissement sur 15 ans annoncé en octobre 2023 pour répondre aux besoins immédiats et futurs en matière d'observations de la Terre par satellite.

Autres faits nouveaux notables

- MDA Space a réalisé un placement en actions de 10 millions de dollars dans Maritime Launch Services Inc., devenant ainsi détenteur d'une participation et partenaire stratégique. Cette participation permettra d'accélérer l'état de préparation de Spaceport Nova Scotia en vue des opérations de lancement orbital, offrant ainsi une capacité de lancement nationale fiable pour les clients commerciaux, civils, gouvernementaux et de la défense au Canada.
- La Société a été avisée d'une requête qui a été déposée à la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 17 novembre 2025 afin d'obtenir l'autorisation d'un recours collectif envisagé contre la Société, son chef de la direction, son chef des finances et son conseil d'administration. Les allégations contenues dans la requête ont trait à l'annonce par la Société de la résiliation du contrat de constellation avec EchoStar en septembre 2025 et à la résiliation subséquente de ce contrat, ainsi qu'à la vente d'actions par certains initiés après l'annonce du contrat et avant sa résiliation. Les demandeurs réclament des dommages-intérêts pour fausses déclarations en vertu de la loi estimés à 225 millions de dollars, des dommages-intérêts punitifs de 25 millions de dollars et des dommages-intérêts contre certains initiés pour délit d'initié estimés à 90 millions de dollars. La Société est d'avis que toutes les allégations qui ont été faites dans la requête sont sans fondement. Les demandes de dommages et intérêts n'ont pas non plus été étayées. La Société a l'intention de se défendre vigoureusement et d'assurer la défense des défendeurs individuels. En raison des incertitudes inhérentes aux litiges, il n'est pas possible de prédire l'issue de ce recours collectif envisagé ni de déterminer le montant des pertes potentielles, le cas échéant.
- MDA Space a réalisé un placement privé (le « placement ») d'un montant en capital de 250 millions de dollars visant des billets non garantis de premier rang à 7,00 % échéant en 2030 (les « billets »). Les billets sont des obligations non garanties de premier rang, qui ont égalité de rang avec la totalité de nos dettes non garanties de premier rang existantes et futures et qui sont garanties par certaines de nos filiales. Nous avons également annoncé que nous avons conclu une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour prévoyant une clause accordéon de 150 millions de dollars, qui pourrait faire passer le total des facilités de crédit à 850 millions de dollars si elle est exercée dans l'avenir.

Après la clôture de l'exercice, les faits nouveaux notables comprennent ce qui suit :

- MDA Space a obtenu un contrat à livraison indéterminée et à quantité indéterminée (IDIQ) de la part de la Missile Defense Agency pour le programme américain Scalable Homeland Innovative Enterprise Layered Defense (SHIELD). Ce contrat permet à MDA Space de soumissionner pour des tâches et des services futurs à l'appui de la vaste initiative de défense des États-Unis, qui couvre un large éventail des travaux visant à renforcer la défense contre les menaces terrestres, maritimes, aériennes, cyberspatiales et spatiales.
- MDA Space a annoncé la signature d'un protocole d'entente avec Hanwha Systems Co., Ltd. (Hanwha), chef de file mondial des technologies intelligentes et des solutions aérospatiales. Dans le cadre de ce protocole d'entente, MDA Space et Hanwha exploreront les possibilités de collaborer au développement de la constellation de défense en orbite terrestre basse souveraine de la Corée (K-LEO), en tirant parti des satellites numériques AURORA^{MC} de MDA.
- MDA Space a annoncé le lancement de 49North, une entreprise de défense axée sur le Canada qui vise à fournir des capacités C4ISR multidomains sécurisées et essentielles à la mission pour les priorités du Canada en matière de défense nationale à l'extérieur du domaine spatial.

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2025

- Les produits records de 499,1 millions de dollars enregistrés au quatrième trimestre de 2025 ont augmenté de 44,0 % d'un exercice à l'autre, en grande partie grâce aux apports importants de notre secteur Systèmes satellitaires.
- Le BAIIA ajusté record de 96,2 millions de dollars enregistré au quatrième trimestre de 2025 a augmenté de 35,7 % d'un exercice à l'autre en raison de l'accroissement du volume des travaux découlant de l'exécution de notre carnet de commandes. La marge du BAIIA ajusté de 19,3 % au quatrième trimestre de 2025 est conforme aux prévisions de la Société relatives à la marge sur l'exercice complet allant de 19 % à 20 %, comparativement à une marge de 20,5 % au quatrième trimestre de 2024.
- Le bénéfice net de 24,0 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025 a diminué de 4,4 % d'un exercice à l'autre, en raison surtout de l'incidence de la perte de change, contrebalancée par l'augmentation du bénéfice d'exploitation. Le résultat dilué par action de 0,18 \$ a diminué de 10,0 % d'un exercice à l'autre.
- Le bénéfice net ajusté de 58,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025 a augmenté de 66,7 % d'un exercice à l'autre, principalement en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation. Le résultat dilué par action ajusté de 0,45 \$ a augmenté de 60,7 % d'un exercice à l'autre.
- Les flux de trésorerie d'exploitation se sont établis à 50,6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 375,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2024. La diminution d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie d'exploitation est principalement attribuable à la baisse des apports du fonds de roulement.

APERÇU FINANCIER

RÉSUMÉ DES INDICATEURS CLÉS

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits	499,1 \$	346,6 \$	1 633,2 \$	1 080,1 \$
Bénéfice brut	127,1	81,9	409,7	281,7
Marge brute	25,5 %	23,6 %	25,1 %	26,1 %
BAIIA ajusté	96,2	70,9	323,9	217,1
Marge du BAIIA ajusté	19,3 %	20,5 %	19,8 %	20,1 %
Bénéfice net ajusté	58,5	35,1	189,9	111,1
Résultat dilué par action ajusté	0,45 \$	0,28 \$	1,46 \$	0,88 \$

		Aux	
(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios)		31 décembre 2025	31 décembre 2024
Carnet de commandes		4 012,9 \$	4 385,5 \$
Ratio dette nette/BAIIA ajusté des douze derniers mois		0,4 X	(0,8) X

PRODUITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en millions de dollars canadiens)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Renseignement géospatial	62,0 \$	47,4 \$	214,4 \$	202,1 \$
Robotique et opérations spatiales	65,7	64,7	309,3	279,8
Systèmes satellitaires	371,4	234,5	1 109,5	598,2
Produits consolidés	499,1 \$	346,6 \$	1 633,2 \$	1 080,1 \$

Produits

Les produits consolidés du quatrième trimestre de 2025 se sont élevés à 499,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 152,5 millions de dollars (ou 44,0 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre des produits est principalement attribuable à l'accroissement du volume des travaux exécutés dans notre secteur Systèmes satellitaires, y compris l'incidence de l'entente de résiliation d'EchoStar.

Par secteur d'activité, les produits du secteur Renseignement géospatial pour le quatrième trimestre de 2025 se sont chiffrés à 62,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 14,6 millions de dollars (ou 30,8 %) par rapport à la période correspondante de 2024 en raison du volume des travaux exécutés dans le cadre des programmes. Pour le quatrième trimestre de 2025, les produits du secteur Robotique et opérations spatiales se sont établis à 65,7 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 1,0 million de dollars (ou 1,5 %) par rapport à la période correspondante de 2024. Les produits du secteur Systèmes satellitaires pour le quatrième trimestre de 2025 se sont établis à 371,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 136,9 millions de dollars (ou 58,4 %) par rapport à la période correspondante de 2024, en raison de l'augmentation du volume des travaux exécutés dans le cadre du programme Telesat Lightspeed et du programme de la constellation LEO de nouvelle génération de Globalstar, et de l'incidence de la convention de résiliation d'EchoStar.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les produits consolidés se sont établis à 1 633,2 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 553,1 millions de dollars (ou 51,2 %) par rapport à la période correspondante de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre des produits s'explique par l'augmentation des volumes des travaux exécutés, principalement dans notre secteur Systèmes satellitaires.

Par secteur d'activité, les produits du secteur Renseignement géospatial pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont élevés à 214,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 12,3 millions de dollars (ou 6,1 %) par rapport à la période correspondante de 2024 en raison du volume des travaux exécutés dans le cadre des programmes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les produits du secteur Robotique et opérations spatiales se sont élevés à 309,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 29,5 millions de dollars (ou 10,5 %) par rapport à la période correspondante de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre est principalement attribuable à l'augmentation du volume des travaux exécutés dans le cadre du programme Canadarm3, le volume des travaux visant les activités de la phase C ayant augmenté tout au long de l'exercice. Les produits du secteur Systèmes satellitaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 1 109,5 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 511,3 millions de dollars (ou 85,5 %) par rapport à la période correspondante de 2024 en raison de l'accroissement du volume des travaux exécutés dans le cadre du programme Telesat Lightspeed et de la constellation LEO de nouvelle génération de Globalstar.

Bénéfice brut et marge brute

Le bénéfice brut reflète nos produits moins le coût des produits. Le bénéfice brut de 127,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025 représente une augmentation de 45,2 millions de dollars (ou 55,2 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024 en raison de l'augmentation des volumes des travaux exécutés dans nos secteurs Systèmes satellitaires et Renseignement géospatial. La marge brute s'est établie à 25,5 % au quatrième trimestre de 2025, ce qui est conforme aux attentes de la Société, comparativement à une marge brute de 23,6 % au quatrième trimestre de 2024.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le bénéfice brut de 409,7 millions de dollars représente une augmentation de 128,0 millions de dollars (ou 45,4 %) par rapport à celui de 2024, en raison principalement de l'augmentation du volume des travaux exécutés dans notre secteur Systèmes satellitaires. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la marge brute s'est établie à 25,1 %, ce qui est conforme aux attentes de la Société, comparativement à 26,1 % en 2024. La variation d'un exercice à l'autre de la marge brute est attribuable à l'évolution de la combinaison des programmes.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 96,2 millions de dollars, comparativement à 70,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2024, ce qui représente une hausse de 25,3 millions de dollars (ou 35,7 %) d'un exercice à l'autre attribuable à la hausse des volumes des travaux à mesure que nous continuons de convertir notre carnet de commandes. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 19,3 % au quatrième trimestre de 2025, comparativement à 20,5 % au quatrième trimestre de 2024. La diminution des marges d'un trimestre à l'autre est attribuable à l'évolution de la composition de nos programmes et à l'incidence du change réalisé comptabilisé au cours du trimestre.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 323,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 217,1 millions de dollars pour l'exercice 2024, ce qui représente une hausse de 106,8 millions de dollars (ou 49,2 %) d'un exercice à l'autre. L'amélioration est attribuable à l'augmentation du volume des travaux exécutés d'un exercice à l'autre. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 19,8 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 20,1 % en 2024, en raison de l'évolution de la combinaison des programmes et de l'incidence du change réalisé comptabilisé au cours de l'exercice.

Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté du quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 58,5 millions de dollars, comparativement à 35,1 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2024, ce qui représente une hausse de 23,4 millions de dollars (ou 66,7 %) d'un exercice à l'autre, principalement en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation au cours du trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le bénéfice net ajusté s'est établi à 189,9 millions de dollars, contre 111,1 millions de dollars pour l'exercice 2024, ce qui représente une hausse de 78,8 millions de dollars (ou 70,9 %) d'un exercice à l'autre en raison surtout de la hausse du bénéfice d'exploitation en 2025.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes comprend nos obligations de prestation restantes, qui représentent le prix de transaction des commandes fermes moins les produits comptabilisés depuis le début et exclut les options liées à des contrats non exercées et les contrats à livraison indéterminée et à quantité indéterminée. Le carnet de commandes au 31 décembre 2025 s'établissait à 4 012,9 millions de dollars, en baisse de 372,6 millions de dollars par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2024 en raison de la conversion continue de notre carnet de commandes en produits. Le tableau suivant présente la constitution du carnet de commandes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025 par rapport aux périodes correspondantes de 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Carnet de commandes à l'ouverture	4 392,8 \$	4 578,1 \$	4 385,5 \$	3 097,0 \$
Moins : Produits comptabilisés	(499,1)	(346,6)	(1 633,2)	(1 080,1)
Ajouter : Commandes passées	119,2	154,0	1 200,1	2 368,6
Ajouter : Ajustement ¹⁾	—	—	60,5	—
Carnet de commandes à la clôture	4 012,9 \$	4 385,5 \$	4 012,9 \$	4 385,5 \$

¹⁾ Ajustement du carnet de commandes découlant de l'inclusion du carnet de commandes à l'ouverture de SatixFy Communications Ltd récemment acquises. (acquisition réalisée le 2 juillet 2025)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits	499,1 \$	346,6 \$	1 633,2 \$	1 080,1 \$
Coûts liés aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux sous-traitants	(357,9)	(252,0)	(1 168,6)	(754,6)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	(14,1)	(12,7)	(54,9)	(43,8)
Bénéfice brut	127,1	81,9	409,7	281,7
Charges d'exploitation :				
Frais de vente et charges générales et administratives	(30,5)	(20,7)	(111,5)	(78,6)
Recherche et développement, montant net	(14,7)	(11,9)	(38,1)	(36,9)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(31,3)	(11,5)	(84,6)	(47,0)
Rémunération fondée sur des actions	(4,8)	(3,8)	(17,7)	(12,4)
Bénéfice d'exploitation	45,8	34,0	157,8	106,8
Autres produits (charges)	(10,4)	8,7	3,8	25,2
Produits financiers	0,7	3,3	7,8	7,0
Charges financières	(3,6)	(9,6)	(17,0)	(28,0)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	32,5	36,4	152,4	111,0
Charge d'impôt sur le résultat	(8,5)	(11,3)	(43,9)	(31,6)
Bénéfice net	24,0	25,1	108,5	79,4
Résultat par action de base	0,19 \$	0,21 \$	0,87 \$	0,66 \$
Résultat par action dilué	0,18	0,20	0,84	0,63

Produits

Les produits consolidés pour le quatrième trimestre de 2025 se sont élevés à 499,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 152,5 millions de dollars (ou 44,0 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les produits consolidés se sont établis à 1 633,2 millions de dollars, en hausse de 553,1 millions de dollars (ou 51,2 %) par rapport à la période correspondante de 2024. Se reporter à la rubrique « Aperçu financier » pour obtenir une analyse détaillée des sources de produits pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Coûts liés aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux sous-traitants

Les coûts liés aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux sous-traitants se sont établis à 357,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2025, ce qui représente une hausse de 105,9 millions de dollars (ou 42,0 %) par rapport au trimestre correspondant de 2024. L'augmentation est attribuable à l'augmentation du volume des travaux exécutés alors que nous exécutons notre carnet de commandes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les coûts liés aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux sous-traitants se sont établis à 1 168,6 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 414,0 millions de dollars (ou 54,9 %) par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2024. L'augmentation reflète l'accroissement du volume des travaux exécutés au cours de cette période à mesure que nous exécutons notre carnet de commandes.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Ce poste comprend les coûts des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles liés aux actifs utilisés directement pour générer nos produits. Ces immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité. Les coûts de quatrième trimestre de 14,1 millions de dollars représentent une augmentation de 1,4 million de dollars (ou 11,0 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles mises en service tout au long de la période.

Les coûts des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont élevés à 54,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 11,1 millions de dollars (ou 25,3 %) par rapport à la période correspondante de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles mises en service.

Frais de vente et charges générales et administratives

Les frais de vente et charges générales et administratives comprennent les fonctions de soutien administratif, ainsi que l'expansion des affaires et les coûts des soumissions et des offres de service. De plus, les honoraires d'audit, les charges liées au statut de société ouverte, le recrutement, les honoraires de services-conseils et les coûts liés aux fusions et acquisitions ou à d'autres projets du siège social sont inclus dans ce poste. Les frais de vente et charges générales et administratives du quatrième trimestre de 2025 se sont établis à 30,5 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 9,8 millions de dollars (ou 47,3 %) par rapport au trimestre correspondant de 2024. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives au quatrième trimestre de 2025 reflète l'expansion de nos fonctions de vente et de nos fonctions générales et administratives et l'ajout des frais de vente et charges générales et administratives attribuables à l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les frais de vente et charges générales et administratives ont représenté 6,1 % des produits, contre 6,0 % pour la période correspondante de 2024, ce qui reflète l'expansion susmentionnée de nos fonctions de vente et de nos fonctions générales et administratives et l'ajout de charges liées à l'acquisition.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 111,5 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 32,9 millions de dollars (ou 41,9 %) par rapport à la période correspondante de 2024. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives d'un exercice à l'autre reflète l'expansion de nos fonctions de vente et de nos fonctions générales et administratives, les coûts liés à l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. et les coûts liés aux projets du siège social engagés au cours de la période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les frais de vente et charges générales et administratives ont représenté 6,8 % des produits, contre 7,3 % pour la période correspondante de 2024, reflétant les économies d'échelle attribuables à la croissance du volume des travaux.

Recherche et développement

Les frais de recherche et de développement comprennent les frais engagés pour des activités de recherche et de développement qui sont passés en charges à l'état du résultat global au cours de la période, contrebalancés par le financement reçu dans le cadre de certains programmes de recherche et de développement. La Société passe en charges les frais de recherche à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont passés en charges lorsqu'ils ne respectent pas les critères d'inscription à l'actif (p. ex., lorsque la faisabilité technique et/ou un marché n'ont pas encore été établis), ou lorsque les frais ne sont pas directement attribuables à la mise en valeur de l'actif.

Pour le quatrième trimestre de 2025, les frais nets de recherche et de développement se sont établis à 14,7 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,8 millions de dollars (ou 23,5 %) par rapport au trimestre correspondant de 2024, attribuable surtout aux activités de recherche et de développement supplémentaires dans notre secteur Systèmes satellitaires par suite de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les frais nets de recherche et de développement de 38,1 millions de dollars ont augmenté de 1,2 million de dollars (ou 3,3 %) par rapport à l'exercice 2024. L'augmentation des frais de recherche et de développement est principalement attribuable à l'accroissement des activités de notre secteur Systèmes satellitaires par suite de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd.

Amortissement des immobilisations incorporelles

Ce poste comprend l'amortissement linéaire des immobilisations incorporelles comptabilisées dans le cadre des acquisitions. Les immobilisations incorporelles comprennent le carnet de commandes contractuel, les relations clients, les technologies exclusives, les logiciels et la marque de commerce MDA. Ces immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilité, qui varie de 2 à 20 ans. Le montant passé en charges au quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 31,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 19,8 millions de dollars (ou 172,2 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable à l'acquisition de SatixFy Communications Ltd., les immobilisations incorporelles connexes étant amorties sur une période de 2 à 5 ans. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la charge d'amortissement de 84,6 millions de dollars représente une augmentation de 37,6 millions de dollars (ou 80,0 %) par rapport à la période correspondante de 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles susmentionné comptabilisé dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communication Ltd. le 2 juillet 2025.

Rémunération fondée sur des actions

En avril 2021, la Société a établi un régime incitatif général à long terme (le « régime général »). Le régime général est un régime fondé sur des actions, aux termes duquel la Société peut émettre des options sur actions, des unités d'actions différées (« UAD »), des unités d'actions incessibles (« UAI ») et des unités d'actions attribuées en fonction du rendement (« UAR ») à des administrateurs et à des membres du personnel. La Société a également mis en place une convention de fiducie relative à des actions à l'intention des membres du personnel aux termes de laquelle les membres du personnel admissibles se voient attribuer des actions détenues dans une société de fiducie (les « actions détenues en fiducie »), lesquelles actions sont libérées lorsque les conditions prescrites sont remplies.

De plus, au deuxième trimestre de 2024, la Société a établi un régime d'achat d'actions à l'intention des membres du personnel (le « RAAE »). Le RAAE est un régime de paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie aux termes duquel les membres du personnel de la Société peuvent acquérir des actions ordinaires au moyen de retenues à la source régulières. Les cotisations patronales (équivalentes aux cotisations salariales), jusqu'à concurrence de cinq mille dollars par année, sont soumises à une restriction, soit une période de détention d'un an.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions représente l'acquisition des droits rattachés aux attributions fondées sur des actions de la Société progressivement sur les périodes d'acquisition des droits respectives des attributions.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions pour le quatrième trimestre de 2025 s'est établie à 4,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,0 million de dollars (ou 26,3 %) par rapport au quatrième trimestre de 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de la population de membres du personnel inscrits au RAAE.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établie à 17,7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 5,3 millions de dollars (ou 42,7 %) par rapport à la période correspondante de 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à la mise en place du RAAE au deuxième trimestre de 2024.

Autres produits (charges)

Les autres produits (charges) comprennent les montants liés aux profits (pertes) de change latents et réalisés, aux profits (pertes) latents sur les instruments financiers et aux autres ajustements financiers non liés à l'exercice de nos activités principales.

Au cours du quatrième trimestre de 2025, les autres charges se sont établies à 10,4 millions de dollars, ce qui comprend des pertes de change (principalement des pertes de change latentes) de 17,4 millions de dollars, déduction faite de profits latents sur les instruments financiers de 7,0 millions de dollars. La perte de change est attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le profit latent sur les instruments financiers est attribuable à la variation de la juste valeur des investissements dans des titres de capitaux propres et des couvertures de change. Au cours du quatrième trimestre de 2024, les autres produits se sont établis à 8,7 millions de dollars, ce qui comprend principalement des profits de change de 8,8 millions de dollars.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les autres produits se sont chiffrés à 3,8 millions de dollars, ce qui comprend des pertes de change de 2,2 millions de dollars, des profits latents sur les instruments financiers de 5,0 millions de dollars et d'autres produits de 1,0 million de dollars. La perte de change est attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le profit latent sur les instruments financiers est attribuable à la variation de la juste valeur des investissements dans des titres de capitaux propres. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres produits se sont chiffrés à 25,2 millions de dollars, ce qui comprend principalement des profits de change de 17,5 millions de dollars, des profits latents sur les instruments financiers de 1,2 million de dollars et un profit financier de 5,8 millions de dollars lié à la vente des actifs des services nucléaires terrestres de la Société au premier trimestre de 2024.

Produits financiers

Les produits financiers représentent les produits d'intérêts gagnés sur les dépôts, les produits d'intérêts sur l'impôt et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes de retraite à prestations définies.

Les produits financiers du quatrième trimestre de 2025 se sont établis à 0,7 million de dollars, contre 3,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2024, reflétant principalement l'incidence des ajustements des intérêts sur l'impôt. Les produits financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 7,8 millions de dollars, comparativement à 7,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, en raison de la hausse des soldes de trésorerie, déduction faite de la réduction des ajustements des intérêts sur l'impôt.

Charges financières

Les charges financières de la Société peuvent comprendre la charge d'intérêts, les intérêts sur les obligations locatives, le intérêts courus nets sur les swaps de taux d'intérêt, les frais d'emprunt et les profits ou pertes sur les modifications de facilités d'emprunt, déduction faite de la charge d'intérêts inscrite à l'actif au titre de certaines immobilisations admissibles générées en interne.

Les charges financières pour le quatrième trimestre de l'exercice 2025 se sont élevées à 3,6 millions de dollars, déduction faite de charges d'intérêts inscrites à l'actif de 1,7 million de dollars. Les charges financières pour le quatrième trimestre de 2024 se sont élevées à 9,6 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'intérêts inscrite à l'actif de 1,4 million de dollars. La diminution d'un exercice à l'autre de 6,0 millions de dollars s'explique principalement par les coûts non récurrents engagés pour régler les couvertures au cours de la période correspondante de 2024.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les charges financières se sont chiffrées à 17,0 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'intérêts inscrite à l'actif de 3,0 millions de dollars. Les charges financières pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont chiffrées à 28,0 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'intérêts inscrite à l'actif de 13,7 millions de dollars. La diminution d'un exercice à l'autre de 11,0 millions de dollars est attribuable à la baisse des coûts d'emprunt et des coûts non récurrents liés au règlement des couvertures en 2024, en partie contrebalancée par la baisse de la charge d'intérêts inscrite à l'actifs au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat représente les impôts exigibles et différés. Pour le quatrième trimestre de 2025, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 8,5 millions de dollars sur le bénéfice avant impôt sur le résultat de 32,5 millions de dollars, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 26,2 %. Pour le quatrième trimestre de 2024, la charge d'impôt sur le résultat comptabilisée sur le bénéfice avant impôt sur le résultat de 36,4 millions de dollars s'est élevée à 11,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 31,0 %. Le taux d'impôt effectif plus élevé pour le quatrième trimestre de 2024 est principalement attribuable à l'incidence des coûts permanents non déductibles et à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt se rapportant à la période.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 43,9 millions de dollars sur le bénéfice avant impôt sur le résultat de 152,4 millions de dollars, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 28,8 %. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, une charge d'impôt sur le résultat de 31,6 millions de dollars a été comptabilisée dans le bénéfice avant impôt sur le résultat de 111,0 millions de dollars, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 28,5 %. Le taux d'impôt effectif était comparable entre les deux exercices. Les taux d'impôt effectifs pour les deux exercices étaient supérieurs au taux d'impôt prévu par la loi en raison de l'incidence des coûts permanents non déductibles et de la non-comptabilisation des actifs d'impôt.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2025 s'est établi à 24,0 millions de dollars, comparativement au bénéfice net de 25,1 millions de dollars présenté pour le quatrième trimestre de 2024. La diminution d'un exercice à l'autre de 1,1 million de dollars (ou 4,4 %) au quatrième trimestre de 2025 est principalement attribuable à l'incidence de la perte de change, contrebalancée par la hausse du bénéfice d'exploitation d'un trimestre à l'autre.

Le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 108,5 millions de dollars, comparativement au bénéfice net de 79,4 millions de dollars de l'exercice clos le 31 décembre 2024. L'augmentation d'un exercice à l'autre de 29,1 millions de dollars (ou 36,6 %) est attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2024.

RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA, le BAIIA ajusté et le bénéfice net ajusté :

(en millions de dollars canadiens)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net	24,0 \$	25,1 \$	108,5 \$	79,4 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	15,0	12,7	56,0	43,8
Amortissement des immobilisations incorporelles lié à un regroupement d'entreprises	31,3	11,5	84,6	47,0
Charge d'impôt sur le résultat	8,5	11,3	43,9	31,6
Produits financiers	(0,7)	(3,3)	(7,8)	(7,0)
Charges financières	3,6	9,6	17,0	28,0
BAIIA	81,7	66,9	302,2	222,8
Perte de change latente (profit de change latent)	15,3	(3,6)	(2,3)	(14,0)
Profit latent sur les instruments financiers	(7,0)	—	(5,0)	(1,2)
Dépréciation d'actifs	—	3,3	—	3,3
Profit sur la sortie d'actifs	—	—	—	(5,8)
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	2,7	1,6	16,2	1,6
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	3,5	2,7	12,8	10,4
BAIIA ajusté	96,2 \$	70,9 \$	323,9 \$	217,1 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action ajusté)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2025	2024	2025	2024
Bénéfice net	24,0 \$	25,1 \$	108,5 \$	79,4 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles lié à un regroupement d'entreprises	31,3	11,5	84,6	47,0
Dépréciation d'actifs	—	3,3	—	3,3
Coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation	2,7	1,6	16,2	1,6
Profit sur la sortie d'actifs	—	—	—	(5,8)
Profit latent sur les instruments financiers	(7,0)	—	(5,0)	(1,2)
Perte (profit) de change net	17,4	(8,8)	2,2	(17,5)
Incidences des dérivés incorporés	(0,9)	(1,4)	—	0,8
Coût de décomptabilisation de couvertures	—	4,7	—	4,7
Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	3,5	2,7	12,8	10,4
Impôts sur le résultat liés aux éléments susmentionnés ¹⁾	(12,5)	(3,6)	(29,4)	(11,6)
Bénéfice net ajusté	58,5	35,1	189,9	111,1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	130 025 960	127 435 524	129 711 641	126 049 042
Résultat par action ajusté - dilué	0,45 \$	0,28 \$	1,46 \$	0,88 \$

¹⁾ Application du taux d'impôt prévu par la loi de 26,5 %

SITUATION FINANCIÈRE, SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Situation financière

Au 31 décembre 2025, le total des actifs de la Société se chiffrait à 3 356,2 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 758,7 millions de dollars par rapport à 2 597,5 millions de dollars au 31 décembre 2024. L'augmentation des soldes des actifs reflète nos investissements continus pour appuyer nos initiatives de croissance, tant sur le plan interne qu'au moyen de fusions et d'acquisitions, ainsi que l'augmentation correspondante de nos immobilisations corporelles, de nos immobilisations incorporelles et de notre goodwill.

Au 31 décembre 2025, le total des passifs de 2 001,2 millions de dollars a augmenté de 579,7 millions de dollars, comparativement à 1 421,5 millions de dollars au 31 décembre 2024, en raison surtout de l'augmentation de notre dette à long terme découlant de notre récente acquisition de SatixFy Communications Ltd., de la hausse des passifs d'impôt différé, de l'augmentation des créditeurs et de l'augmentation des passifs sur contrat.

Le tableau suivant présente notre fonds de roulement aux 31 décembre 2025 et 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Actifs courants hors trésorerie	462,5 \$	459,8 \$
Passifs courants	1 317,8	1 091,0
Fonds de roulement net	(855,3) \$	(631,2) \$

Notre Fonds de roulement net a diminué de 224,1 millions de dollars du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025. Cette diminution est en grande partie attribuable à la hausse des passifs sur contrat et des créditeurs, contrebalancée en partie par la hausse des créances clients au 31 décembre 2025 par rapport au 31 décembre 2024.

La direction surveille le fonds de roulement net de façon continue, afin de s'assurer que la Société dispose de liquidités suffisantes pour financer ses sorties de trésorerie à court terme nécessaires dans le cours normal de ses activités.

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie consolidés de la Société sont résumés dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	Quatrièmes trimestres clos les		Exercices clos les	
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
	2025	2024	2025	2024
Trésorerie à l'ouverture de la période	195,7 \$	139,2 \$	166,7 \$	22,5 \$
Total des entrées (sorties) de trésorerie liées aux				
Activités d'exploitation	50,6	375,8	407,5	812,7
Activités d'investissement	(80,1)	(61,0)	(614,6)	(227,0)
Activités de financement	(20,9)	(288,0)	196,3	(436,1)
Écarts de conversion, montant net	6,7	0,7	(3,9)	(5,4)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(43,7)	27,5	(14,7)	144,2
Trésorerie à la clôture de la période	152,0 \$	166,7 \$	152,0 \$	166,7 \$

Pour le quatrième trimestre de 2025, la diminution nette de la trésorerie s'est établie à 43,7 millions de dollars, comparativement à une augmentation nette de la trésorerie de 27,5 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2024. Les activités d'exploitation du dernier trimestre ont généré des entrées de trésorerie de 50,6 millions de dollars, comparativement à 375,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2024. La diminution d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie d'exploitation est principalement attribuable à la baisse des apports du fonds de roulement au dernier trimestre. Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 80,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2025, dont une tranche de 70,1 millions de dollars se rapporte aux dépenses d'investissement et une tranche de 10,0 millions de dollars a trait à l'investissement de la Société dans Maritime Launch Systems. Au quatrième trimestre de 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 61,0 millions de dollars et se rapportaient aux dépenses d'investissement. Au dernier trimestre, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 20,9 millions de dollars, ce qui reflète les remboursements nets effectués sur notre facilité de crédit renouvelable et les coûts de transaction liés aux prêts et emprunts. Au quatrième trimestre de 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 288,0 millions de dollars, en raison des versements effectués à l'égard de notre facilité de crédit renouvelable.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la diminution nette de la trésorerie s'est établie à 14,7 millions de dollars, comparativement à une augmentation nette de 144,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les activités d'exploitation ont généré des entrées de trésorerie de 407,5 millions de dollars, comparativement à 812,7 millions de dollars pour la période correspondante de 2024. La diminution d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 est principalement attribuable à la baisse des apports du fonds de roulement en raison de la hausse des avances reçues en 2024. Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 614,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 et se composaient principalement de dépenses d'investissement de 242,2 millions de dollars, déduction faite de subventions publiques, et de versements de 362,6 millions de dollars liés à l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. et à la remise d'une retenue de garantie finale liée à l'acquisition de SatixFy Space Systems UK Ltd. en 2023 au cours du deuxième trimestre de 2025. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 227,0 millions de dollars, dont une tranche de 197,9 millions de dollars se rapportait à des dépenses d'investissement, une tranche de 27,3 millions de dollars se rapportait à l'acquisition de SatixFy Space Systems UK Ltd., une tranche de 9,2 millions de dollars se rapportait à la participation de la Société dans Starlabs Space LLC, ce qui a été contrebalancé par le produit de 7,4 millions de dollars lié à la sortie de nos actifs des services nucléaires terrestres. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont correspondu à des entrées de 196,3 millions de dollars découlant principalement de l'émission d'obligations au cours du trimestre, comparativement à des sorties de 436,1 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ce qui reflète les versements effectués à l'égard de notre facilité de crédit renouvelable.

Gestion du capital

La Société définit son capital comme étant la somme de la dette à long terme et des capitaux propres. Les principaux objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont de procurer un rendement approprié aux actionnaires, de préserver le fonds de roulement au terme du cycle d'exploitation annuel, de disposer des ressources financières nécessaires pour assurer la croissance de ses activités afin de répondre à la demande des clients à long terme et de se conformer aux clauses restrictives de nature financière des facilités de crédit.

La Société a pour stratégie de gérer sa structure du capital en utilisant ses accords d'emprunt pour obtenir des facilités de crédit d'exploitation à l'appui de son fonds de roulement et de ses dépenses d'investissement prévues. Au besoin, la société accède aux marchés financiers pour mobiliser du financement par capitaux propres. Au 31 décembre 2025, l'encours de la dette de la Société s'établissait à 272,0 millions de dollars, comparativement à néant au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, la dette nette (en trésorerie) de la Société s'établissait à 120,0 millions de dollars, ce qui représente un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois de 0,4 fois, comparativement à (0,8) fois au 31 décembre 2024.

	Aux	
(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dette à long terme	272,0 \$	— \$
Moins : trésorerie	(152,0)	(166,7)
Dette nette (en trésorerie)	120,0	(166,7)
BAIIA ajusté des douze derniers mois	323,9 \$	217,1 \$
Dette nette au BAIIA ajusté des douze derniers mois	0,4 X	(0,8) X

Au 31 décembre 2025, la Société disposait de liquidités totales de 821,3 millions de dollars, ce qui comprend 152,0 millions de dollars de trésorerie et 669,3 millions de dollars de liquidités disponibles aux termes de sa facilité de crédit renouvelable, déduction faite des lettres de crédit en cours. La Société évalue périodiquement le caractère adéquat de sa structure du capital et de sa capacité et apporte des ajustements suivant le contexte dicté par la stratégie de la Société, la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des activités. La Société dispose de liquidités suffisantes pour couvrir les besoins en fonds de roulement de ses activités, de ses dépenses d'investissement, de ses coûts du service de la dette et de ses frais généraux de l'entreprise.

Au 31 décembre 2025, la Société se conformait aux clauses restrictives de nature financière de ses facilités de crédit.

Les capitaux propres s'établissaient à 1 355,0 millions de dollars au 31 décembre 2025, contre 1 176,0 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, la Société avait des engagements de 95,6 millions de dollars (66,2 millions de dollars au 31 décembre 2024) liés à l'achat d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles et de néant (8,7 millions de dollars sur 10 ans au 31 décembre 2024) liés à des contrats de location non encore commencés.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers de la Société comprennent la trésorerie, les clients et autres débiteurs, les placements dans des titres de capitaux propres et les actifs dérivés. Les passifs financiers comprennent les créditeurs et charges à payer, la dette à long terme et les passifs dérivés.

Les activités de la Société exposent ses instruments financiers à divers risques : risque de taux d'intérêt, risque de liquidité, risque de change et risque de crédit. La Société gère les risques en déterminant et en évaluant les risques financiers inhérents à ses activités. L'ensemble des activités de gestion des risques de la Société vise à réduire au minimum les effets néfastes potentiels sur la performance financière de la Société.

Risque de taux d'intérêt

La Société était exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux d'intérêt sur son emprunt à taux variable aux termes de sa facilité de crédit renouvelable de premier rang.

La Société gère le risque de taux d'intérêt en surveillant la composition respective de son emprunt à taux fixe et à taux variable et en prenant les mesures nécessaires pour maintenir un juste équilibre compte tenu des conditions actuelles du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société avait trois swaps de taux d'intérêt, venant à échéance le 15 décembre 2027, visant à atténuer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt sur les emprunts aux termes de sa facilité renouvelable de premier rang. Aux termes des contrats de swap, la Société a payé des intérêts à un taux fixe de 3,46 % sur une tranche de 150,0 millions de dollars et de 4,14 % sur une tranche de 75,0 millions de dollars des emprunts, et a reçu des intérêts à un taux variable égal au taux CDOR à 3 mois pour chaque période de 90 jours. Au 31 décembre 2024, la Société avait remboursé la totalité de ses emprunts et résilié tous les swaps de taux d'intérêt connexes. Par suite de la décomptabilisation des couvertures, la Société a renversé tous les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global de 5,7 millions de dollars, avant impôt, pour en arriver à un solde de la juste valeur de néant à la clôture dans l'état de la situation financière. Un montant total de 4,7 millions de dollars a été payé en règlement de ces couvertures, comptabilisé dans les charges financières à l'état du résultat global. Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucun swap de taux d'intérêt, puisqu'aucun emprunt externe n'était visé par sa facilité de crédit renouvelable de premier rang.

Au 31 décembre 2025, une tranche de 30,0 millions de dollars du total des emprunts était assujettie à des taux d'intérêt variables (néant au 31 décembre 2024). Compte tenu du total des emprunts en cours au 31 décembre 2025, une augmentation ou une diminution de 1,0 % du taux d'intérêt moyen sur nos emprunts aurait entraîné des variations négligeables du bénéfice avant impôt. L'incidence sur la charge d'intérêts future découlant des variations futures des taux d'intérêt dépendra en grande partie du montant brut de nos emprunts à ce moment.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de la possibilité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations contractuelles associées à ses engagements financiers à l'échéance. Les principales sources de liquidité de la Société sont les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et l'accès aux facilités de crédit. La Société a besoin de liquidités à court terme principalement pour financer le fonds de roulement, certaines liquidités étant nécessaires à moyen terme pour assurer le service et le remboursement de la dette, ainsi que pour investir dans des immobilisations corporelles et incorporelles et dans la recherche et le développement pour des initiatives de croissance. Les liquidités sont également utilisées pour financer d'autres initiatives stratégiques à long terme. La Société estime que ces principales sources de liquidité suffiront, dans un proche avenir, à maintenir sa capacité financière et à soutenir la croissance projetée et les activités de développement.

Le tableau qui suit présente les échéances des flux de trésorerie contractuels au titre des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2025 :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Passifs financiers non dérivés :</i>					
Fournisseurs et autres créditeurs	391,4 \$	391,4 \$	391,4 \$	— \$	— \$
Créditeurs non commerciaux	0,3	0,3	0,2	0,1	—
Obligations locatives	139,1	223,7	20,4	56,7	146,6
Dette à long terme	272,0	280,0	—	280,0	—
	802,8 \$	895,4 \$	412,0 \$	336,8 \$	146,6 \$
<i>Instruments dérivés</i>					
	2,2	2,2	1,2	1,0	—
	805,0 \$	897,6 \$	413,2 \$	337,8 \$	146,6 \$

Le tableau qui suit présente les échéances des flux de trésorerie contractuels au titre des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2024 :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
<i>Passifs financiers non dérivés :</i>					
Fournisseurs et autres créditeurs	248,7 \$	248,7 \$	248,7 \$	— \$	— \$
Créditeurs non commerciaux	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1
	249,0 \$	249,0 \$	248,8 \$	0,1 \$	0,1 \$
<i>Obligations locatives</i>					
	136,8 \$	234,0 \$	16,1 \$	65,1 \$	152,8 \$
	136,8 \$	234,0 \$	16,1 \$	65,1 \$	152,8 \$
	385,8 \$	483,0 \$	264,9 \$	65,2 \$	152,9 \$

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les contrats de vente, les contrats d'achat ainsi que sur les soldes de trésorerie, des créances et des créditeurs libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité adjudicatrice de la Société. Les monnaies dans lesquelles ces transactions sont principalement libellées sont le dollar américain (« \$ US ») et l'euro, le dollar américain représentant l'exposition la plus importante. La Société est également exposée au risque de change sur l'actif net de ses établissements à l'étranger.

La Société atténue son risque de change en réduisant les non-concordances entre les monnaies de ses contrats générant des produits en monnaie étrangère et les contrats d'achat connexes afin de créer des couvertures économiques naturelles. La Société a également recours à des contrats de change à terme en complément de sa stratégie de couverture naturelle, au besoin, afin de réduire davantage l'exposition découlant des flux de trésorerie libellés en monnaie étrangère attendus. La durée des contrats de change à terme varie de moins d'un mois à plusieurs années. Au 31 décembre 2025, la Société n'avait aucun contrat de change à terme en cours. La Société ne conclut pas de contrats de change à terme à des fins de négociation ou de spéculation et ne dispose d'aucune couverture admissible à des fins comptables.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties manquent à leurs obligations financières envers elle. Le risque de crédit auquel la Société est exposée découle essentiellement de ses clients et autres débiteurs et de ses créances non facturées.

L'exposition de la Société au risque de crédit par l'intermédiaire de ses créances est liée à un groupe diversifié de clients, dont les clients du secteur public, qui sont répartis dans plusieurs régions géographiques et qui achètent une panoplie de produits et de services auprès de la Société. Par conséquent, cette exposition est atténuée puisque la concentration du risque est réduite. La date d'échéance de ces montants peut varier d'un accord à l'autre, mais, en général, les soldes impayés depuis plus de 90 jours sont considérés comme en souffrance.

La Société applique le modèle simplifié de comptabilisations des pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard de l'ensemble des créances clients, créances non facturées et autres débiteurs. Aux fins de la surveillance du risque de crédit, les clients sont regroupés en fonction de leurs caractéristiques de crédit, y compris la question de savoir si le programme du client est financé par une entité gouvernementale ou non gouvernementale, les antécédents de crédit du client à l'égard de la Société et l'existence de difficultés financières passées ou actuelles. Les limites de crédit ou l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux contrats générant des produits sont établies, approuvées et surveillées.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la correction de valeur pour pertes de crédit sur les clients et autres débiteurs et les créances non facturées :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde d'ouverture	(25,8) \$	(11,9) \$
Provision (reprise de la provision antérieure) pour pertes de crédit	17,2	(14,6)
Radiations	2,9	0,7
Solde de clôture	(5,7) \$	(25,8) \$

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Les arrangements hors bilan de la Société sont constitués de lettres de crédit de soutien utilisées principalement en lien avec des obligations liées à des garanties d'exécution et de paiement de contrats conclus avec des clients. Au 31 décembre 2025, le passif potentiel brut global lié aux lettres de crédit de la Société s'élevait à environ 0,7 million de dollars (6,8 millions de dollars au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la Société n'avait pas d'arrangements hors bilan qui avaient ou étaient raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence actuelle ou future sur la situation financière, les variations de la situation financière, les produits ou charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement de la Société significative aux yeux des investisseurs.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société sont composées des membres de son personnel de direction clé. Le personnel de direction clé de la Société a l'autorité et la responsabilité de la supervision, de la planification, de la gestion et du contrôle de ses activités et est constitué des membres du conseil d'administration et des membres de la haute direction. En 2024, la Société a révisé son évaluation du personnel de direction clé. Par conséquent, le personnel de direction clé se compose de dirigeants qui relèvent directement du chef de la direction et du conseil d'administration de la Société. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la charge de rémunération de la Société engagée relativement au personnel de direction clé s'est élevée à 16,7 millions de dollars (14,5 millions de dollars – 31 décembre 2024) et se composait d'avantages postérieurs à l'emploi à court terme et de rémunérations fondées sur des actions.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Les états financiers audités de 2025 de la Société ont été préparé conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »). Un résumé des principales méthodes comptables de la Société est présenté à la note 3 afférente aux états financiers audités de 2025.

Estimations et jugements comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux Normes IFRS de comptabilité exige que la direction ait recours à son jugement et fasse des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

Des informations concernant les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont fournies ci-après :

- **Produits** : La Société comptabilise les produits tirés des contrats à prix fixe et des contrats à prix coûtant majoré avec plafond selon la méthode du pourcentage d'avancement en fonction du ratio entre les coûts du contrat engagés à ce jour et les coûts estimés totaux. Chaque mois, la Société examine les coûts engagés à ce jour et les coûts estimés pour réaliser chaque projet afin de déterminer si l'application de la méthode du pourcentage d'avancement demeure appropriée. L'estimation des coûts totaux exige l'exercice du jugement à l'égard de certains éléments, notamment la productivité de la main-d'œuvre, la complexité et l'étendue des travaux à exécuter, le coût des matériaux, le temps nécessaire à la réalisation des travaux et leur exécution par des sous-traitants. Cette estimation a une incidence directe sur les produits comptabilisés dans chaque période de présentation de l'information financière ainsi que sur les soldes des créances non facturées et des passifs sur contrat à la date de clôture. Les changements d'estimations sont comptabilisés au moyen d'un ajustement cumulatif et pourraient entraîner des ajustements à la baisse des produits.
- **Dépréciation des actifs non financiers** : La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill et les immobilisations incorporelles sont testés a été estimée à l'aide de prévisions préparées par la direction pour les cinq prochains exercices. Pour préparer les prévisions, la direction utilise des hypothèses importantes concernant la croissance des produits, le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements et le taux de croissance final. Ces estimations sont fondées sur l'expérience passée et sur les attentes de la direction à l'égard des fluctuations futures du marché et des initiatives de croissance prévue. Les résultats réels pourraient différer de ces flux de trésorerie futurs estimés, ce qui pourrait entraîner des ajustements importants des actifs dans les périodes de présentation de l'information financière ultérieures. L'incertitude relative aux estimations dans le calcul de la valeur d'utilité comprend également la détermination des taux d'actualisation appropriés.
- **Crédits d'impôt à l'investissement** : Les crédits d'impôt à l'investissement, qu'ils soient ou non comptabilisés dans les états financiers consolidés, peuvent être reportés en avant pour réduire l'impôt sur le résultat provincial et fédéral à payer au Canada. La Société applique son jugement afin de déterminer si le seuil d'assurance raisonnable a été atteint pour comptabiliser les crédits d'impôt à l'investissement dans les états financiers consolidés. Elle doit interpréter les critères d'admissibilité conformément aux lois fiscales canadiennes et évaluer si elle générera un bénéfice imposable futur auquel les crédits d'impôt à l'investissement pourront être appliqués. Pour les crédits d'impôt à l'investissement qui ne satisfont pas aux critères de comptabilisation dans les états financiers consolidés, la direction revoit continuellement ces interprétations et évaluations et comptabilise les crédits d'impôt à l'investissement relatifs aux charges de la période précédente au cours de la période où les critères d'assurance raisonnable ont été remplis. Tout changement dans les interprétations et les évaluations peut avoir une incidence sur le montant des crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés dans les états financiers consolidés et sur le moment où ils sont comptabilisés.

- *Impôts sur le résultat* : Le calcul de l'impôt exigible et de l'impôt différé exige que la direction pose certains jugements dans l'interprétation des règles et règlements fiscaux. L'exercice du jugement est également nécessaire pour évaluer si la Société peut recouvrer un actif d'impôt différé en fonction de l'appréciation que fait la direction des lois fiscales, des estimations de la rentabilité future et des stratégies de planification fiscale.
- *Regroupement d'entreprises* : Dans un regroupement d'entreprises, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur. La Société a estimé la juste valeur des immobilisations incorporelles de technologie exclusive acquises dans le cadre de l'acquisition de SatixFy Communications Ltd. à l'aide de la méthode du coût de remplacement. La méthode du coût de remplacement est une méthode d'évaluation selon laquelle la juste valeur d'une immobilisation incorporelle est estimée en fonction des coûts estimés nécessaires à la création ou à l'acquisition d'un actif comparable à la date de la transaction. Les estimations et les jugements importants utilisés pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises comprennent des facteurs tels que le temps et les coûts de mise en valeur, l'obsolescence, les marges bénéficiaires prévues du promoteur et les coûts de renonciation. Tout changement de ces estimations et jugements pourrait entraîner des changements importants dans l'évaluation des immobilisations incorporelles.

RÉCENTES PRISES DE POSITION COMPTABLES

Modifications de l'IFRS 9, Instruments financiers, et de l'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir

L'IASB a modifié l'IFRS 9, Instruments financiers, et l'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir, afin de clarifier le moment de la comptabilisation et de la décomptabilisation des actifs financiers et du règlement des passifs financiers. Selon ces modifications, les actifs ou passifs financiers ne doivent plus être comptabilisés ou décomptabilisés à la date d'émission de l'ordre de paiement mais plutôt à la date de règlement. Toute décomptabilisation d'un passif avant la date de règlement serait assujettie au respect de certains critères et ne s'appliquerait qu'aux passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, et leur application anticipée est permise. La direction évalue à l'heure actuelle l'incidence des modifications de l'IFRS 9 et de l'IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

Publication prochaine de l'IFRS 18, États financiers : Présentation et informations qui remplacera l'IAS 1, Présentation des états financiers

L'IFRS 18 vise à assurer la comparabilité de la performance financière d'entités similaires et aura une incidence sur la présentation des états financiers de base et des notes, y compris l'état du résultat net, dans lequel les sociétés seront tenues de présenter les produits et les charges dans l'une des catégories distinctes « exploitation », « investissement » et « financement », ainsi que des sous-totaux prescrits pour chaque nouvelle catégorie. La norme exigera également que les mesures de la performance définies par la direction soient expliquées et incluses dans une note distincte dans les états financiers consolidés. L'IFRS 18 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, et son application anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 18 sur ses états financiers consolidés.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les résultats financiers trimestriels non audités sélectionnés pour les huit trimestres terminés les plus récents.

	2025				2024			
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Carnet de commandes	4 012,9 \$	4 392,8 \$	4 567,9 \$	4 838,4 \$	4 385,5 \$	4 578,1 \$	4 596,0 \$	3 312,2 \$
Produits	499,1	409,8	373,3	351,0	346,6	282,4	242,0	209,1
Bénéfice brut	127,1	108,1	94,8	79,7	81,9	75,7	66,2	57,9
BAIIA	81,7	85,9	60,8	73,8	66,9	64,0	44,2	47,7
BAIIA ajusté	96,2	82,8	76,3	68,6	70,9	55,5	48,7	42,0
Bénéfice net	24,0	24,4	27,2	32,9	25,1	29,5	11,0	13,8
Résultat par action								
De base	0,19	0,19	0,22	0,27	0,21	0,25	0,09	0,12
Dilué	0,18	0,19	0,21	0,26	0,20	0,24	0,09	0,11
Bénéfice net ajusté	58,5	46,1	48,1	37,2	35,1	34,7	23,0	18,3
Résultat par action ajusté								
De base	0,46 \$	0,37 \$	0,39 \$	0,30 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,19 \$	0,15 \$
Dilué	0,45	0,35	0,38	0,29	0,28	0,28	0,19	0,15

Par le passé, les activités de la Société n'étaient pas saisonnières. Les étapes des travaux relatifs aux programmes et le moment de l'exécution du carnet de commandes ont une incidence sur les produits, le bénéfice brut, le BAIIA, le BAIIA ajusté, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté de la Société d'une période à l'autre.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le chef de la direction et le chef des finances de la Société sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et ils ont fait en sorte qu'ils soient conçus sous leur supervision pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que la Société doit présenter dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Les CPCI sont conçus de manière à ce que l'information à fournir soit recueillie et communiquée au chef de la direction et au chef des finances afin de permettre la prise de décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Au 31 décembre 2025, le chef de la direction et le chef des finances avaient limité l'étendue de la conception et du fonctionnement des CPCI de la Société afin d'exclure les contrôles, les méthodes et les procédures des SatixFy Communications Ltd. Cette société a été acquise le 2 juillet 2025 pour une contrepartie d'achat totale de 448,3 millions de dollars. La limitation de l'étendue est principalement fondée sur le temps nécessaire pour évaluer les CPCI et le contrôle à l'égard de l'information financière de l'entreprise acquise d'une manière cohérente avec les autres activités de la Société. De plus amples renseignements sur le sommaire des informations financières de cette acquisition sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers consolidés de la Société pour les périodes closes les 31 décembre 2025 et 2024. À l'exception du changement susmentionné, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu, à la suite d'une enquête et sur l'avis des personnes sous leur supervision, que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société étaient efficaces et que les informations significatives relatives à la Société leur avaient été communiquées, et qu'elles avaient été enregistrées, traitées, condensées et présentées dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Le chef de la direction et le chef des finances de la Société sont également responsables de l'établissement et du maintien du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») et ont fait concevoir le CIIF sous leur supervision afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de publication de l'information financière conformément aux IFRS. Notre CIIF comprend des politiques et des procédures relatives à la tenue de registres qui fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre la préparation des états financiers conformément aux IFRS. Pour achever la conception, la direction a utilisé les critères énoncés dans la version 2013 du cadre de contrôle interne publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission.

Au 31 décembre 2025, le chef de la direction et le chef des finances, après enquête et sur les conseils des personnes sous leur supervision, ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF de la Société étaient efficaces. Le chef de la direction et le chef des finances ont également évalué le CIIF de la Société, ou ont fait en sorte qu'il soit évalué par les personnes sous leur supervision, et ils ont conclu qu'aucun changement n'a été apporté au CIIF de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence importante sur le CIIF de la Société.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, aucune évaluation des contrôles ne peut fournir l'assurance absolue que tous les problèmes de contrôle, le cas échéant, au sein d'une société ont été détectés. Par conséquent, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF puissent prévenir ou détecter toutes les erreurs ou les fraudes.

FACTEURS DE RISQUE

Nous sommes d'avis que notre performance et notre réussite futurs dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs font également l'objet d'un certain nombre de risques inhérents et de considérations spéciales. Pour un complément d'information sur certains de ces risques ou facteurs, il y a lieu de se reporter aux risques ou facteurs décrits et énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société, disponible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, qui sont intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

INFORMATIONS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « MDA ». La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 2 mars 2026, la Société avait 126 488 396 actions ordinaires en circulation. Le tableau qui suit présente le détail du nombre d'unités en circulation de chaque type d'instrument au 31 décembre 2025 :

	31 décembre 2025
Actions ordinaires en circulation	126 321 001
Instruments en circulation convertibles en actions ordinaires :	
Actions détenues en fiducie	—
Options sur actions	3 482 557
Unités d'actions incessibles	998 587
Unités d'actions attribuées en fonction du rendement	550 787
Unités d'actions différées	305 129

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

GLOSSAIRE

Le présent glossaire fournit la définition de certains termes propres à l'entreprise et au secteur d'activité, ainsi que certains termes techniques et juridiques employés dans le présent rapport de gestion afin d'en faciliter la lecture. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tous les termes clés employés dans le présent rapport de gestion.

Toutes les mentions de la « Société », de « MDA Space », de « MDA », de « nous », de « notre », de « nos » ou de « nôtre » renvoient à MDA Space Ltd., ainsi qu'à ses filiales ou à ses prédécesseurs, selon le contexte.

« **Carnet de commandes** » désigne la somme en dollars des produits qui devraient être comptabilisés à partir des contrats fermes conclus avec des clients et a la même signification que les obligations de prestation restantes qui est présentée à la note 7 afférente à nos états financiers audités de 2025

« **OT** » désigne l'observation de la Terre

« **Flux de trésorerie disponibles** » désigne les flux de trésorerie d'exploitation moins les dépenses d'investissement nettes

« **GEO** » désigne une orbite géosynchrone

« **Globalstar** » désigne Globalstar Inc.

« **CIIF** » désigne le contrôle interne à l'égard de l'information financière

« **IFRS** » désigne les Normes IFRS de comptabilité publiées par l'International Accounting Standard Board

« **IdO** » désigne l'Internet des objets

« **EAFE** » désigne les services d'entretien, d'assemblage et de fabrication dans l'espace

« **SSI** » désigne la Station spatiale internationale

« **LEO** » désigne une orbite terrestre basse

« **LiDAR** » désigne la télédétection et la télémétrie par ondes lumineuse

« **MDA Space** » désigne MDA Space Ltd., ses filiales ou ses prédécesseurs, selon le contexte

« **MDA CHORUS™** » s'entend de l'initiative de la Société visant à bâtir notre mission de satellite commercial d'OT de prochaine génération qui fournira des services d'Images basées sur le SAR, d'analyse de données et de services d'information

« **MEO** » désigne une orbite terrestre moyenne.

« **Dette nette** » désigne la somme de la valeur comptable totale de la dette à long terme, y compris les parties courantes, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé de la situation financière, moins la trésorerie et excluant toute obligation locative

« **Régime général** » désigne le régime incitatif général fondé sur des actions de MDA Space, en vertu duquel MDA Space peut attribuer à ses hauts dirigeants et membres du personnel des incitatifs à long terme composés d'options sur actions, d'unités d'actions attribuées en fonction du rendement et/ou d'unités d'actions incessibles

« **Bénéfice d'exploitation** » désigne le bénéfice brut moins les charges d'exploitation

« **Commandes passées** » désigne la somme en dollars des valeurs contractuelles de contrats fermes conclus avec des clients

« **RPAS** » désigne les systèmes d'aéronefs télépilotés commandés

« **SAR** » désigne un radar à synthèse d'ouverture